



# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

DÉLÉGATIONS DE SIGNATURE  
DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES ET INDIVIDUELLES

ISSN 0757-7338

*ANNÉE 2010 N° 54*

*10 NOVEMBRE 2010*

**La consultation de l'intégralité des actes publiés dans ce recueil  
peut être effectuée à la Préfecture du Calvados à Caen, dans les  
Sous-Préfectures de Bayeux, Lisieux et Vire et sur le Site  
Internet de la Préfecture <http://www.calvados.pref.gouv.fr>**

## ● SOMMAIRE ●

<b>DÉLÉGATIONS DE SIGNATURE.....</b>	<b>5</b>
<b>TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE CAEN.....</b>	<b>5</b>
Décision du 2 novembre 2010 du Vice-Président du Tribunal Administratif de Caen portant délégation de signature à M. Francois-Joseph REVEL.....	5
Décision du 2 novembre 2010 du Vice-Président du Tribunal Administratif de Caen portant délégation de signature à M. Frédéric CHEYLAN.....	5
<b>DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE BASSE-NORMANDIE .....</b>	<b>6</b>
SECTION D'INSPECTION DU TRAVAIL.....	6
Décision du 4 novembre 2010 du Directeur Adjoint du Travail donnant délégation de signature à Madame Corinne GOLSE.....	6
Décision du 04 novembre 2010 de l'Inspecteur du Travail donnant délégation à Madame Christiane LAMY.....	7
Décision du 4 novembre 2010 de l'Inspecteur du Travail donnant délégation de signature à Madame Mélina GICQUEL.....	8
<b>DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES ET INDIVIDUELLES.....</b>	<b>9</b>
<b>CABINET DU PREFET.....</b>	<b>9</b>
BUREAU DU CABINET.....	9
Arrêtés préfectoraux d'agrément de gardes particuliers du 3ème trimestre 2010 et du mois d'Octobre 2010.....	9
<b>DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT.....</b>	<b>12</b>
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	12
Arrêté préfectoral complémentaire du 21 octobre 2010 établissant des prescriptions additionnelles particulières à l'acceptation de déchets à radioactivité naturelle renforcée, applicables à l'établissement exploité par la Société SOLICENDRE à ARGENCES. ....	12
<b>SOUS-PRÉFECTURE DE LISIEUX.....</b>	<b>13</b>
BUREAU DE LA REGLEMENTATION ET DES AFFAIRES GENERALES.....	13
Arrêté préfectoral du 03 novembre 2010 agréant Monsieur Claude GIRAULT en qualité de garde-chasse particulier .....	13
Arrêté préfectoral du 03 novembre 2010 agréant Monsieur Jean SCHMITT en qualité de garde-chasse particulier .....	13
Arrêté préfectoral du 03 novembre 2010 agréant Monsieur Jean-Louis MEVEL en qualité de garde-chasse particulier .....	13
Arrêté préfectoral du 03 novembre 2010 agréant Monsieur Bruno BOCAGE en qualité de garde-chasse particulier.....	13
Arrêté préfectoral N°2010/539 du 05 novembre 2010 portant agrément de Monsieur Yves LEVARDON en qualité de garde particulier et garde-chasse particulier.....	14
Arrêté préfectoral N°2010/541 du 5 novembre 2010 portant agrément de Monsieur Yves LEVARDON en qualité de garde particulier et garde-chasse particulier.....	15
<b>DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER DU CALVADOS.....</b>	<b>16</b>
Arrêté préfectoral du 28 septembre 2010 fixant la liste des communes, des groupements de communes et des syndicats de communes pouvant bénéficier de l'assistance technique fournie par les services de l'Etat pour des raisons de solidarité et d'aménagement du territoire.....	16
<b>SERVICE EAU ET BIODIVERSITÉ.....</b>	<b>19</b>
Arrêté préfectoral modificatif du 26 octobre 2010 relatif à la composition de la Commission Locale de l'Eau du SAGE «Orne aval Seules».....	19
<b>SERVICE AGRICOLE.....</b>	<b>20</b>
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : OZOUF François .....	20
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : ANNE Hervé .....	20
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : CARPENTIER Denis.....	20
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : CHESNIER Claire.....	20
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : CORNU Louise.....	21

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : DESCHAMPS Jean Claude.....	21
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : DRIEU Viviane .....	21
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : EARL SALLIOT.....	21
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : GAEC DE LA BELLE ETOILE.....	22
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : GAEC DE LA BELLE ETOILE.....	22
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : GAEC DE LA BELLE ETOILE.....	22
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : GAEC DE LA VENTE .....	22
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : GAEC DES VATTIERS.....	23
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : GAEC DU PARC.....	23
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : GAEC DU VAL EUDES.....	23
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : LE SECQ Jérôme .....	23
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : LERICHE Patrick.....	23
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : LESELLIER Sylvain.....	24
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : LESELLIER Sylvain.....	24
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : LESELLIER Sylvain .....	24
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : MARIE Jean Baptiste.....	24
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : MARIE Thierry .....	24
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : MIQUELOT Isabelle .....	25
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : AUBRY Sébastien .....	25
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : TESNIERE Anne Christine.....	25
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : LECAUDEY Gilles .....	25
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : LECOMTE Francis .....	26
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : LEGRIX Fabien.....	26
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : MARIE Bruno.....	26
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : MOREAU Jacqueline.....	26
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : POITEVIN Evelyne.....	27
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : QUESNELLE Michaël.....	27
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : RENOUF Pierre .....	27
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : COIEFFEY Philippe.....	27
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : ANDRE Anne Marie.....	27
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : BARA Etienne.....	28
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : BARA Etienne .....	28
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : BARBIER Cédric.....	28
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : BEAUFILS Lionel.....	28
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : HEUZE Rémy .....	28
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : DUPUIS Eric.....	29
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : EARL DANNEVILLE.....	29
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : EARL DE LA CHAUDRONNIERE.....	29
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6	

du Code Rural : EARL DE LA LOBREE.....	29
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : EARL DES CLOS.....	29
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : EARL DU CEDRE.....	30
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : EARL DU CEDRE.....	30
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : EARL DU MARAIS.....	30
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : EARL LETELLIER BOULE.....	30
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : ENGUEHARD Michel.....	31
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : GAEC BERTIN.....	31
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : GAEC DE BRIERE.....	31
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : GAEC DESMAISONS EUDELIN.....	31
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : GAEC DESMAISONS EUDELIN.....	31
Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : GAEC METTE.....	32
Arrêté préfectoral du 26 octobre 2010 fixant la composition du comité départemental d'expertise des calamités agricoles du calvados.....	33
<b>SERVICE EAU ET BIODIVERSITÉ .....</b>	<b>34</b>
Arrêté préfectoral du 27 octobre 2010 autorisant les agents du centre d'études et de recherches sur l'environnement et les sols pour l'aménagement (CERESA) à pénétrer sur les propriétés privées concernées par l'étude pédologique et floristique de la zone arrière littorale des communes de COLLEVILLE-MONTGOMERY, OUISTREHAM et HERMANVILLE-SUR-MER.....	34
<b>DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS.....</b>	<b>35</b>
<b>SERVICE PROTECTION SANITAIRE ET ENVIRONNEMENT.....</b>	<b>35</b>
Arrêté préfectoral du 28 octobre 2010 fixant les mesures relatives à la prophylaxie de la leucose bovine enzootique, de la brucellose, de la tuberculose bovines et de la rhinotrachéite infectieuse bovine pour la campagne 2010-2011.....	35
Arrêté préfectoral du 28 octobre 2010 fixant les mesures relatives à la prophylaxie de la brucellose ovine et caprine pour la campagne 2010-2011.....	37
ANNEXE 1 – Liste des éleveurs 2011.....	38
Arrêté préfectoral du 3 novembre 2010 octroyant le mandat sanitaire au docteur vétérinaire Amélie DUCY.....	39
<b>AGENCE RÉGIONALE DE SANTE DE BASSE-NORMANDIE- CONSEIL GENERAL DU CALVADOS.....</b>	<b>40</b>
Arrêté conjoint du 2 novembre 2010 portant autorisation de création d'un Etablissement Hébergeant des personnes Agées Dépendantes « Villa BERAT » à LISIEUX par transformation de la maison de retraite « La Normandie » d'une capacité de 68 lits à Lisieux et extension par transfert de la maison de retraite « la Sarriette » d'une capacité de 27 lits à Lisieux.....	40
<b>ARS DE BASSE-NORMANDIE.....</b>	<b>42</b>
<b>SANTÉ PUBLIQUE ET ENVIRONNEMENTALE.....</b>	<b>42</b>
Arrêté préfectoral modificatif du 19 octobre 2010 à l'arrêté préfectoral du 12 août 2010 déclarant insalubre un logement sis à Carcagny.....	42
<b>DIRECTION DE L'OFFRE DE SANTÉ ET DE L'AUTONOMIE .....</b>	<b>43</b>
Arrêté du 29 octobre 2010 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé portant autorisation d'extension de l'ESAT « Le Grand Pré » à Roullours ».....	43
Arrêté du 29 octobre 2010 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé portant autorisation d'extension de l'ESAT « Hélène Mac Dougall » à Tour-en-Bessin -.....	44
Arrêté du 29 octobre 2010 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé portant autorisation d'extension de l'ESAT ANAIS à Saint Arnoult - .....	45



Les textes cités peuvent être communiqués dans leur version intégrale sous le timbre des services concernés

<b>DÉLÉGATIONS DE SIGNATURE</b>
---------------------------------

---

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE CAEN**


---

**Décision du 2 novembre 2010 du Vice-Président du Tribunal Administratif de Caen portant délégation de signature à M. François-Joseph REVEL**

VU le décret n° 2010-164 du 22 février 2010 relatif aux compétences et au fonctionnement des juridictions administratives ;  
 VU le code de justice administrative et notamment son articles R. 611-10 ;  
 VU le décret du 11 juin 2004 portant nomination de M. Christian HEU, président du corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel, dans les fonctions de vice-président du tribunal administratif de Caen ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1er** : Délégation de signature est donnée à M. François-Joseph REVEL, conseiller, à l'effet de signer les mesures d'instruction prévues aux articles R. 611-7, R. 611-8-1, R. 611-11, R. 612-3, R. 612-5, R. 613-1 et R. 613-4 du code de justice administrative en application des dispositions susvisées.

**ARTICLE 2** : La présente décision sera notifiée à M. François-Joseph REVEL, affichée dans les locaux du tribunal et transmise au préfet de la région Basse-Normandie, préfet du Calvados, et aux préfets de la Manche et de l'Orne, pour publication au recueil des actes administratifs.

Fait à Caen, le 2 novembre 2010 Le Vice-Président du Tribunal Administratif de Caen, Président de la 1ère chambre SIGNE C. HEU


**Décision du 2 novembre 2010 du Vice-Président du Tribunal Administratif de Caen portant délégation de signature à M. Frédéric CHEYLAN**

VU le décret n° 2010-164 du 22 février 2010 relatif aux compétences et au fonctionnement des juridictions administratives ;  
 VU le code de justice administrative et notamment son articles R. 611-10 ;  
 VU le décret du 11 juin 2004 portant nomination de M. Christian HEU, président du corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel, dans les fonctions de vice-président du tribunal administratif de Caen ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1er** : Délégation de signature est donnée à M. Frédéric CHEYLAN, premier conseiller, à l'effet de signer les mesures d'instruction prévues aux articles R. 611-7, R. 611-8-1, R. 611-11, R. 612-3, R. 612-5, R. 613-1 et R. 613-4 du code de justice administrative en application des dispositions susvisées.

**ARTICLE 2** : La présente décision sera notifiée à M. Frédéric CHEYLAN, affichée dans les locaux du tribunal et transmise au préfet de la région Basse-Normandie, préfet du Calvados et aux préfets de la Manche et de l'Orne, pour publication au recueil des actes administratifs.

Fait à Caen, le 2 novembre 2010 Le Vice-Président du Tribunal Administratif de Caen, Président de la 1ère chambre SIGNE C. HEU



---

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE  
L'EMPLOI DE BASSE-NORMANDIE

---

**SECTION D'INSPECTION DU TRAVAIL**

**Décision du 4 novembre 2010 du Directeur Adjoint du Travail donnant délégation de signature à Madame Corinne GOLSE**

VU les articles L 8112-1, L 8112-5, L 8113-1 à L 8113-4 et L 8113-7 du Code du Travail,  
 VU les articles L 4731-1 à L 4731-4 du Code du Travail et l'article L 719-6 du Code Rural,  
 VU le décret n° 2008-1503 du 30 décembre 2008 relatif à la fusion des services d'inspection du travail,  
 VU la décision du Ministre du Travail, des Relations Sociales, de la Famille et de la Solidarité en date du 15 janvier 2009 affectant Monsieur Marc LEBOURG à la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle du Calvados, à compter du 1er janvier 2009,  
 VU la décision du Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle du Calvados en date du 18 décembre 2009 chargeant Monsieur LEBOURG de la 8ème section d'inspection du travail,  
 VU la décision du Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle du Calvados affectant Mesdames Christelle ETIENNE et Catherine LORET en 1ère section d'inspection, Madame Martine QUINQUENEL et Monsieur Eric PETREQUIN en 2ème section d'inspection, Messieurs René BROCHET et Laurent CASADO en 3ème section d'inspection, Madame Elodie KERBOIT et Monsieur Evrard EHRHOLD en 4ème section d'inspection, Madame Muriel FERREY et Monsieur Christian MONDET en 5ème section d'inspection, Madame Sabrina DENIAUX et Monsieur Charles VAN ACKER en 6ème section d'inspection et Mesdames Christiane LAMY et Mélina GICQUEL en 7ème section d'inspection du travail, Madame Christine FRANCOISE en 8ème section d'inspection du travail du Calvados,  
 VU la décision du Responsable de l'Unité Territoriale du Calvados de la DIRECCTE de Basse-Normandie affectant Madame Corinne GOLSE, Contrôleur du Travail, en 8ème section d'inspection à compter du 6 septembre 2010 ;  
 CONSIDERANT que dans le cadre normal de ses attributions, Madame Corinne GOLSE est amenée à effectuer des contrôles sur chantiers de BTP où peuvent exister des causes de danger grave et imminent résultant soit d'un défaut de protection contre les chutes de hauteur, soit de l'absence de dispositifs de nature à éviter les risques d'ensevelissement, soit de l'absence de dispositifs de protection de nature à éviter les risques liés aux opérations de confinement ou de retrait de l'amiante, sans que le ou les salariés concernés aient exercé leur droit de retrait,

**D E C I D E**

**Article 1er :** Délégation est donnée à Madame Corinne GOLSE aux fins de prendre toutes mesures, et notamment l'arrêt temporaire des travaux, propres à soustraire immédiatement de cette situation le ou les salariés dont elle aura constaté qu'ils se trouvent exposés, sur un chantier du bâtiment ou de travaux publics, à un risque grave et imminent de chute de hauteur, d'ensevelissement, ou à l'inhalation de fibres d'amiante lors des opérations de confinement et de retrait d'amiante.

**Article 2 :** Délégation est donnée également à Madame Corinne GOLSE pour autoriser la reprise des travaux lorsque toutes les mesures ont été prises pour faire cesser la situation de danger grave et imminent.

**Article 3 :** En cas d'absence, d'empêchement de Madame Corinne GOLSE ou en cas d'urgence, délégation est donnée à Messieurs Eric PETREQUIN, René BROCHET, Laurent CASADO, Evrard EHRHOLD, Christian MONDET et Charles VAN ACKER et Mesdames Christelle ETIENNE, Catherine LORET, Martine QUINQUENEL, Elodie KERBOIT, Muriel FERREY, Sabrina DENIAUX, Christiane LAMY et Mélina GICQUEL, Christine FRANCOISE, Contrôleurs du Travail, d'arrêter les travaux dans les mêmes circonstances et d'autoriser la reprise de ceux-ci.

**Article 4 :** La présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs du département du Calvados.

Fait à HEROUVILLE SAINT CLAIR, le 4 novembre 2010 Le Directeur Adjoint du Travail, SIGNE Marc LEBOURG



## Décision du 04 novembre 2010 de l'Inspecteur du Travail donnant délégation à Madame Christiane LAMY

VU les articles L 8112-1, L 8112-5, L 8113-1 à L 8113-4 et L 8113-7 du Code du Travail,  
 VU les articles L 4731-1 à L 4731-4 du Code du Travail et l'article L 719-6 du Code Rural,  
 VU le décret n° 2008-1503 du 30 décembre 2008 relatif à la fusion des services d'inspection du travail,  
 VU l'arrêté du Ministre du Travail, des Relations Sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville en date du 16 juin 2009 affectant Monsieur Marc MOUELLE à la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle du Calvados, à compter du 1er août 2009,  
 VU la décision du Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle du Calvados en date du 18 décembre 2009 chargeant Monsieur Marc MOUELLE de la 7ème section d'inspection du travail,  
 VU la décision du Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle du Calvados affectant Madame Christiane LAMY, contrôleur du travail en 7ème section d'inspection à compter du 1er janvier 2010, Mesdames Christelle ETIENNE et Catherine LORET en 1ère section d'inspection, Madame Martine QUINQUENEL et Monsieur Eric PETREQUIN en 2ème section d'inspection, Messieurs René BROCHET et Laurent CASADO en 3ème section d'inspection, Madame Elodie KERBOIT et Monsieur Evrard EHRHOLD en 4ème section d'inspection, Madame Muriel FEREY et Monsieur Christian MONDET en 5ème section d'inspection, Madame Sabrina DENIAUX et Monsieur Charles VAN ACKER en 6ème section d'inspection, Madame Mélina GICQUEL en 7ème section d'inspection, Madame Christine FRANCOISE en 8ème section d'inspection du Calvados,  
 VU la décision du Responsable de l'Unité Territoriale du Calvados de la DIRECCTE de Basse-Normandie en date du 06 septembre 2010 affectant Madame Corinne GOLSE en 8ème section d'inspection du Calvados,  
 CONSIDERANT que dans le cadre normal de ses attributions, Madame Christiane LAMY est amenée à effectuer des contrôles sur chantiers de BTP où peuvent exister des causes de danger grave et imminent résultant soit d'un défaut de protection contre les chutes de hauteur, soit de l'absence de dispositifs de nature à éviter les risques d'ensevelissement, soit de l'absence de dispositifs de protection de nature à éviter les risques liés aux opérations de confinement ou de retrait de l'amiante, sans que le ou les salariés concernés aient exercé leur droit de retrait,

### D E C I D E

**Article 1er :** Délégation est donnée à Madame Christiane LAMY aux fins de prendre toutes mesures, et notamment l'arrêt temporaire des travaux, propres à soustraire immédiatement de cette situation le ou les salariés dont elle aura constaté qu'ils se trouvent exposés, sur un chantier du bâtiment ou de travaux publics, à un risque grave et imminent de chute de hauteur, d'ensevelissement, ou à l'inhalation de fibres d'amiante lors des opérations de confinement et de retrait d'amiante.

**Article 2 :** Délégation est donnée également à Madame Christiane LAMY pour autoriser la reprise des travaux lorsque toutes les mesures ont été prises pour faire cesser la situation de danger grave et imminent.

**Article 3 :** En cas d'absence, d'empêchement de Madame Christiane LAMY ou en cas d'urgence, délégation est donnée à Madame Mélina GICQUEL, Messieurs Eric PETREQUIN, René BROCHET, Laurent CASADO, Evrard EHRHOLD, Christian MONDET et Charles VAN ACKER et Mesdames Christelle ETIENNE, Catherine LORET, Martine QUINQUENEL, Elodie KERBOIT, Muriel FEREY, Sabrina DENIAUX, Christine FRANCOISE et Corinne GOLSE, contrôleurs du travail, d'arrêter les travaux dans les mêmes circonstances et d'autoriser la reprise de ceux-ci.

**Article 4 :** La présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs du département du Calvados.

Fait à Hérouville-saint-Clair, le 04 novembre 2010 L'Inspecteur du Travail SIGNE Marc MOUELLE



### Décision du 4 novembre 2010 de l'Inspecteur du Travail donnant délégation de signature à Madame Mélina GICQUEL

VU les articles L 8112-1, L 8112-5, L 8113-1 à L 8113-4 et L 8113-7 du Code du Travail,  
 VU les articles L 4731-1 à L 4731-4 du Code du Travail et l'article L 719-6 du Code Rural,  
 VU le décret n° 2008-1503 du 30 décembre 2008 relatif à la fusion des services d'inspection du travail,  
 VU l'arrêté du Ministre du Travail, des Relations Sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville en date du 16 juin 2009 affectant Monsieur Marc MOUELLE à la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle du Calvados, à compter du 1er août 2009,  
 VU la décision du Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle du Calvados en date du 18 décembre 2009 chargeant Monsieur Marc MOUELLE de la 7ème section d'inspection du travail,  
 VU la décision du Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle du Calvados affectant Madame Mélina GICQUEL, contrôleur du travail en 7ème section d'inspection à compter du 1er janvier 2010, Mesdames Christelle ETIENNE et Catherine LORET en 1ère section d'inspection, Madame Martine QUINQUENEL et Monsieur Eric PETREQUIN en 2ème section d'inspection, Messieurs René BROCHET et Laurent CASADO en 3ème section d'inspection, Madame Elodie KERBOIT et Monsieur Evrard EHRHOLD en 4ème section d'inspection, Madame Muriel FERREY et Monsieur Christian MONDET en 5ème section d'inspection, Madame Sabrina DENIAUX et Monsieur Charles VAN ACKER en 6ème section d'inspection, Madame Christiane LAMY en 7ème section d'inspection, Madame Christine FRANCOISE en 8ème section d'inspection du Calvados,  
 VU la décision du Responsable de l'Unité Territoriale du Calvados de la DIRECCTE de Basse-Normandie en date du 06 septembre 2010 affectant Madame Corinne GOLSE en 8ème section d'inspection du Calvados,  
 CONSIDERANT que dans le cadre normal de ses attributions, Madame Mélina GICQUEL est amenée à effectuer des contrôles sur chantiers de BTP où peuvent exister des causes de danger grave et imminent résultant soit d'un défaut de protection contre les chutes de hauteur, soit de l'absence de dispositifs de nature à éviter les risques d'ensevelissement, soit de l'absence de dispositifs de protection de nature à éviter les risques liés aux opérations de confinement ou de retrait de l'amiante, sans que le ou les salariés concernés aient exercé leur droit de retrait,

### DECIDE

**Article 1er :** Délégation est donnée à Madame Mélina GICQUEL aux fins de prendre toutes mesures, et notamment l'arrêt temporaire des travaux, propres à soustraire immédiatement de cette situation le ou les salariés dont elle aura constaté qu'ils se trouvent exposés, sur un chantier du bâtiment ou de travaux publics, à un risque grave et imminent de chute de hauteur, d'ensevelissement, ou à l'inhalation de fibres d'amiante lors des opérations de confinement et de retrait d'amiante.

**Article 2 :** Délégation est donnée également à Madame Mélina GICQUEL pour autoriser la reprise des travaux lorsque toutes les mesures ont été prises pour faire cesser la situation de danger grave et imminent.

**Article 3 :** En cas d'absence, d'empêchement de Madame Mélina GICQUEL ou en cas d'urgence, délégation est donnée à Madame Christiane LAMY, Messieurs Eric PETREQUIN, René BROCHET, Laurent CASADO, Evrard EHRHOLD, Christian MONDET et Charles VAN ACKER et Mesdames Christelle ETIENNE, Catherine LORET, Martine QUINQUENEL, Elodie KERBOIT, Muriel FERREY, Sabrina DENIAUX, Christine FRANCOISE et Corinne GOLSE, contrôleurs du travail, d'arrêter les travaux dans les mêmes circonstances et d'autoriser la reprise de ceux-ci.

**Article 4 :** La présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs du département du Calvados.

Fait à Hérouville Saint Clair le 4 novembre 2010 L'Inspecteur du Travail SIGNE Marc MOUELLE





DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES ET INDIVIDUELLES
--

---

CABINET DU PREFET

---

## BUREAU DU CABINET

**Arrêtés préfectoraux d'agrément de gardes particuliers du 3ème trimestre 2010 et du mois d'Octobre 2010**

Par arrêté du 17 juin 2010 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Nicolas LEBERT a été agréé en qualité de garde particulier auprès de ERDF GRDF pour constater tous délits et contraventions qui portent préjudice au matériel d'exploitation, ainsi qu'aux canalisations et installations nécessaires à l'exécution du service public de gaz et d'électricité, sur toutes les communes du département du Calvados.

Par arrêté du 21 juin 2010 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Wulfran KONCEWIECZ a été agréé en qualité de garde chasse particulier auprès de M. Gilbert ROUELLE à CAGNY.

Par arrêté du 10 août 2010 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Pierre SUSANNE a été agréé en qualité de garde particulier, garde chasse particulier, garde pêche particulier auprès de M. Michel OUIN à FOURCHES.

Par arrêté du 10 août 2010 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Pierre SUSANNE a été agréé en qualité de garde chasse particulier auprès de M. Jean-Marie BEAUNIEUX à CESNY BOIS HALBOUT.

Par arrêté du 10 août 2010 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Pierre SUSANNE a été agréé en qualité de garde chasse particulier auprès de M. Frédéric MARIE à LE MESNIL-VILLEMENT.

Par arrêté du 10 août 2010 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Pierre SUSANNE a été agréé en qualité de garde particulier, garde chasse particulier, garde pêche particulier auprès de M. Samuel COURVALLET à PIERREFFITE-EN-CINGLAIS.

Par arrêté du 11 août 2010 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Alain FOUGEROLLES a été agréé en qualité de garde chasse particulier auprès de M. Michel ISABEL, Président de l'Association Intercommunale des Chasseurs de la Vallée de la Dives.

Par arrêté du 12 août 2010 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Wulfran KONCEWIECZ a été agréé en qualité de garde particulier auprès de M. Hervé STEVENIN à VIMONT.

Par arrêté du 12 août 2010 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Daniel CHRETIEN a été agréé en qualité de garde particulier, garde chasse particulier auprès de M. Dominique CHESNEL à NEUILLY-le-MALHERBE.

Par arrêté du 15 septembre 2010 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Yves CATHERINE a été agréé en qualité de garde chasse particulier auprès de M. Nicolas GILLES, Président de la Société de Chasse de FEUGUEROLLES-BULLY.

Par arrêté du 15 septembre 2010 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Jean-Marie GOMOND a été agréé en qualité de garde particulier, garde chasse particulier auprès de M. Paul GUTH à CROCZY.

Par arrêté du 15 septembre 2010 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Eugène AMARIDON a été agréé en qualité de garde chasse particulier auprès de M. Daniel BUSNEL, Président de la Société de Chasse d'AMFREVILLE.

Par arrêté du 20 septembre 2010 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Gilbert DESBUARDS a été agréé en qualité de garde chasse particulier auprès de M. Jean CORDIER à SAINT-AUBIN d'ARQUENAY.

Par arrêté du 20 septembre 2010 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Gilbert DESBUARDS a été agréé en qualité de garde chasse particulier auprès de M. Joël BOSSUYT à LOUVIGNY.

Par arrêté du 20 septembre 2010 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Gilbert DESBUARDS a été agréé en qualité de garde chasse particulier auprès de M. Yves MONNET, Président de l'Amicale des Chasseurs d'AILLY.

Par arrêté du 20 septembre 2010 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Gilbert DESBUARDS a été agréé en qualité de garde particulier auprès de M. Willy GROSSET à CAEN.

Par arrêté du 20 septembre 2010 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Gilbert DESBUARDS a été agréé en qualité de garde chasse particulier auprès de M. Jean-Marie GOMOND à FALAISE.

Par arrêté du 21 septembre 2010 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Jean-Pierre GOUET a été agréé en qualité de garde particulier du domaine public routier de la commune de FEUGUEROLLES-BULLY.

Par arrêté du 21 septembre 2010 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Ludovic TOMMERAY a été agréé en qualité de garde chasse particulier auprès de Melle Aline GRENIER à CLEVILLE.

Par arrêté du 21 septembre 2010 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Ludovic TOMMERAY a été agréé en qualité de garde chasse particulier auprès de M. Jean-Pierre CHAUVEL à CLEVILLE.

Par arrêté du 21 septembre 2010 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Alain DELAUNAY a été agréé en qualité de garde particulier, garde chasse particulier auprès de M. Franck MAGUET à CRISTOT.

Par arrêté du 21 septembre 2010 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Alain DELAUNAY a été agréé en qualité de garde particulier, garde chasse particulier, garde pêche particulier auprès de M. Jean MAGUET à BAYEUX.

Par arrêté du 27 septembre 2010 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Daniel BEBIN a été agréé en qualité de garde particulier auprès de ERDF GRDF pour constater tous délits et contraventions qui portent préjudice au matériel d'exploitation, ainsi qu'aux canalisations et installations nécessaires à l'exécution du service public de gaz et d'électricité, sur toutes les communes du département du Calvados.

Par arrêté du 27 septembre 2010 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Dominique ESNAULT a été agréé en qualité de garde particulier auprès de ERDF GRDF pour constater tous délits et contraventions qui portent préjudice au matériel d'exploitation, ainsi qu'aux canalisations et installations nécessaires à l'exécution du service public de gaz et d'électricité, sur toutes les communes du département du Calvados.

Par arrêté du 27 septembre 2010 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Jean-Michel GODARD a été agréé en qualité de garde particulier auprès de ERDF GRDF pour constater tous délits et contraventions qui portent préjudice au matériel d'exploitation, ainsi qu'aux canalisations et installations nécessaires à l'exécution du service public de gaz et d'électricité, sur toutes les communes du département du Calvados.

Par arrêté du 27 septembre 2010 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Christian LEHERICY a été agréé en qualité de garde particulier auprès de ERDF GRDF pour constater tous délits et contraventions qui portent préjudice au matériel d'exploitation, ainsi qu'aux canalisations et installations nécessaires à l'exécution du service public de gaz et d'électricité, sur toutes les communes du département du Calvados.

Par arrêté du 27 septembre 2010 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Jean-Luc RAUX a été agréé en qualité de garde particulier auprès de ERDF GRDF pour constater tous délits et contraventions qui portent préjudice au matériel d'exploitation, ainsi qu'aux canalisations et installations nécessaires à l'exécution du service public de gaz et d'électricité, sur toutes les communes du département du Calvados.

Par arrêté du 27 septembre 2010 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Thierry SIMONET a été agréé en qualité de garde particulier auprès de ERDF GRDF pour constater tous délits et contraventions qui portent préjudice au matériel d'exploitation, ainsi qu'aux canalisations et installations nécessaires à l'exécution du service public de gaz et d'électricité, sur toutes les communes du département du Calvados.

Par arrêté du 29 septembre 2010 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Philippe JOUSSELIN a été agréé en qualité de garde particulier, garde chasse particulier auprès de M. Etienne DUVAL à AMAYE SUR ORNE.

Par arrêté du 29 septembre 2010 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Raphaël PINSON a été agréé en qualité de garde chasse particulier auprès de M. Didier PINSON, Président de l'Association de Chasse communale de MATHIEU.

Par arrêté du 29 septembre 2010 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Raphaël PINSON a été agréé en qualité de garde chasse particulier auprès de M. Daniel LOMBARD à MATHIEU.

Par arrêté du 29 septembre 2010 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Raphaël PINSON a été agréé en qualité de garde chasse particulier auprès de M. Pierre BIGNAUX à MATHIEU.

Par arrêté du 29 septembre 2010 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Alain LEHOUX a été agréé en qualité de garde chasse particulier auprès de M. Jean CHRETIEN, Président de la Société de Chasse de CONDÉ-SUR-IFS.

Par arrêté du 30 septembre 2010 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Eric LEROUESNIER a été agréé en qualité de garde chasse particulier auprès de M. Philippe LAHAYE, à FRESNEY LE PUCEUX.

Par arrêté du 5 octobre 2010 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Jean-Pierre GOUET a été agréé en qualité de garde chasse particulier auprès de M. Nicolas GILLES, Président de la Société de Chasse de FEUGUEROLLES-BULLY.

Par arrêté du 6 octobre 2010 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Pierre SUSANNE a été agréé en qualité de garde chasse particulier, garde pêche particulier auprès de M. Léon BEAUNIEUX, Président de l'Association de Chasse et de Pêche de La Bruyère à PLACY.

Par arrêté du 6 octobre 2010 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Pierre SUSANNE a été agréé en qualité de garde chasse particulier auprès de M. Roland JACQUELINE à PLACY.

Par arrêté du 6 octobre 2010 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Pierre LEFEBVRE a été agréé en qualité de garde chasse particulier auprès de Mme Jocelyne LE BOË-VALENTIN, Présidente de la Société de Chasse de PERTHEVILLE NERS.

Par arrêté du 7 octobre 2010 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Fabrice MARIE a été agréé en qualité de garde particulier auprès de ERDF GRDF pour constater tous délits et contraventions qui portent préjudice au matériel d'exploitation, ainsi qu'aux canalisations et installations nécessaires à l'exécution du service public de gaz et d'électricité, sur toutes les communes du département du Calvados.

Par arrêté du 11 octobre 2010 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Jean-Pierre GOUET a été agréé en qualité de garde particulier, garde chasse particulier auprès de M. François LEMASLE à SAINT-GEORGES D'AUNAY.

Par arrêté du 11 octobre 2010 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Jean-Pierre GOUET a été agréé en qualité de garde chasse particulier auprès de M. Raymond LEBRET, Président de la Société de Chasse de CURCY-SUR-ORNE et OUFFIERES.

Par arrêté du 11 octobre 2010 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Jean-Pierre GOUET a été agréé en qualité de garde chasse particulier auprès de M. Michel PARENTY à CURCY-SUR-ORNE.

Par arrêté du 11 octobre 2010 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Eugène AMARIDON a été agréé en qualité de garde particulier, garde chasse particulier, garde pêche particulier auprès de M. André MOULINET à SAINT-SAMSON.

Par arrêté du 18 octobre 2010 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Philippe LEMONNIER a été agréé en qualité de garde particulier, garde chasse particulier auprès de M. Joël JÉANNE à LES LOGES MARCHIS.

Par arrêté du 27 octobre 2010 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Jérôme THERIN a été agréé en qualité de garde chasse particulier auprès de M. Jean-Marc BOUTRAIS, Président de la Société de Chasse "La Saint-Hubert" de LION-SUR-MER.



---

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT

---

**BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**

**Arrêté préfectoral complémentaire du 21 octobre 2010 établissant des prescriptions additionnelles particulières à l'acceptation de déchets à radioactivité naturelle renforcée, applicables à l'établissement exploité par la Société SOLICENDRE à ARGENCES.**

Par arrêté préfectoral complémentaire du 21 octobre 2010, le Préfet de la Région Basse-Normandie, Préfet du Calvados, a établi des prescriptions additionnelles particulières à l'acceptation de déchets à radioactivité naturelle renforcée, applicables à l'établissement exploité par la Société SOLICENDRE, sur le territoire de la commune d'ARGENCES.

Cette autorisation est accordée sous réserve du droit des tiers et du respect des prescriptions figurant dans l'arrêté.

Une copie de cet arrêté est déposée aux archives de la Mairie d'ARGENCES où toute personne pourra en prendre connaissance.

Fait à CAEN le 21 octobre 2010 Pour le Préfet et par délégation, Le Secrétaire Général SIGNE Olivier JACOB



---

**SOUS-PRÉFECTURE DE LISIEUX**

---

**BUREAU DE LA REGLEMENTATION ET DES AFFAIRES GENERALES****Arrêté préfectoral du 03 novembre 2010 agréant Monsieur Claude GIRAULT en qualité de garde-chasse particulier**

Par arrêté préfectoral en date du 03/11/2010 signé par Monsieur Bertin DESTIN, Sous-Préfet de Lisieux Monsieur Claude GIRAULT a été nommé en qualité de garde-chasse particulier de Monsieur Lionel CHAUVIN et de Monsieur Yann GIRAULT.

**Arrêté préfectoral du 03 novembre 2010 agréant Monsieur Jean SCHMITT en qualité de garde-chasse particulier**

Par arrêté préfectoral en date du 03/11/2010 signé par Monsieur Bertin DESTIN, Sous-Préfet de Lisieux Monsieur Jean SCHMITT a été nommé en qualité de garde-chasse particulier de Monsieur Marc LEMARCHAND.

**Arrêté préfectoral du 03 novembre 2010 agréant Monsieur Jean-Louis MEVEL en qualité de garde-chasse particulier**

Par arrêté préfectoral en date du 03/11/2010 signé par Monsieur Bertin DESTIN, Sous-Préfet de Lisieux Monsieur Jean-Louis MEVEL a été nommé en qualité de garde-chasse particulier de Monsieur Philippe ARNOULD.

**Arrêté préfectoral du 03 novembre 2010 agréant Monsieur Bruno BOCAGE en qualité de garde-chasse particulier**

Par arrêté préfectoral en date du 03/11/2010 signé par Monsieur Bertin DESTIN, Sous-Préfet de Lisieux Monsieur Bruno BOCAGE a été nommé en qualité de garde-chasse particulier de Monsieur Roger FILLATRE et de Monsieur Maurice CHRETIEN.



**Arrêté préfectoral N°2010/539 du 05 novembre 2010 portant agrément de Monsieur Yves LEVARDON en qualité de garde particulier et garde-chasse particulier**

VU le code de procédure pénale, notamment ses articles 29, 29-1 et R.15-33-24 à R.15-33-29-2 ;  
 VU le code de l'environnement, notamment son article R428-25 ;  
 VU l'arrêté préfectoral en date du 19 juillet 2010, portant délégation de signature au profit de M. Jacques RANCHÈRE, sous-préfet de BAYEUX, sous-préfet de VIRE par intérim ;  
 VU la commission délivrée par Monsieur François GALLET demeurant à ORSAY à Monsieur Yves LEVARDON par laquelle il lui confie la surveillance de ses propriétés et droits de chasse ;  
 VU l'arrêté n° AT14/2007-052 du Préfet de la région Basse-Normandie, Préfet du Calvados en date du 4 juillet 2007 reconnaissant l'aptitude technique de Monsieur Yves LEVARDON ;  
 Sur proposition de Monsieur le Sous-Préfet de VIRE par intérim ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Monsieur Yves LEVARDON , né le 16 octobre 1942 à CHAULIEU (50), demeurant "La Ristière" à ROULLOURS (14500) est agréé en qualité de garde particulier pour constater tous délits et contraventions qui portent atteinte aux propriétés et en qualité de garde-chasse particulier pour constater tous délits et contraventions dans le domaine de la chasse prévus au code de l'environnement qui portent préjudice aux droits de chasse de Monsieur François GALLET sur le territoire de la commune de VAUDRY.

**Article 2** : La liste des propriétés ou des territoires concernés est précisée dans la commission annexée au présent arrêté.

**Article 3** : Le présent agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

**Article 4** : Préalablement à son entrée en fonction, Monsieur Yves LEVARDON doit prêter serment devant le tribunal d'instance de VIRE.

**Article 5** : Dans l'exercice de ses fonctions, Monsieur Yves LEVARDON doit être porteur en permanence du présent arrêté et de sa carte d'agrément qui doivent être présentés à toute personne qui en fait la demande.

**Article 6** : Le présent agrément doit être retourné sans délai à la sous-préfecture en cas de cessation de fonctions, que celle-ci résulte de l'initiative du garde particulier, de son employeur ou de la perte des droits du commettant.

**Article 7** : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Préfet de la région Basse-Normandie, Préfet du Calvados ou d'un recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Environnement et du Développement Durable, ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif. L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique proroge de deux mois le délai pour exercer un recours contentieux.

**Article 8** : Le sous-préfet de VIRE par intérim est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Yves LEVARDON, et dont copie sera remise à Monsieur François GALLET, à Monsieur le Chef du Service Départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage et au Capitaine Commandant la Compagnie de Gendarmerie de VIRE . En outre, il sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Fait à VIRE, le 5 novembre 2010 Pour le Sous-Préfet de VIRE par intérim et par délégation Le Secrétaire Général SIGNE Nicolas TRISTANI



**Arrêté préfectoral N°2010/541 du 5 novembre 2010 portant agrément de Monsieur Yves LEVARDON en qualité de garde particulier et garde-chasse particulier**

VU le code de procédure pénale, notamment ses articles 29, 29-1 et R.15-33-24 à R.15-33-29-2 ;  
 VU le code de l'environnement, notamment son article R.428-25 ;  
 VU l'arrêté préfectoral en date du 19 juillet 2010, portant délégation de signature au profit de M. Jacques RANCHÈRE, sous-préfet de BAYEUX et sous-préfet de VIRE par intérim ;  
 VU la commission délivrée par Madame Geneviève ROUSSIN demeurant à SAINTE MARIE LAUMONT à Monsieur Yves LEVARDON par laquelle elle lui confie la surveillance de ses propriétés et droits de chasse ;  
 VU l'arrêté n° AT14/2007-052 du Préfet de la région Basse-Normandie, Préfet du Calvados en date du 4 juillet 2007 reconnaissant l'aptitude technique de Monsieur Yves LEVARDON ;  
 Sur proposition de Monsieur le Sous-Préfet de VIRE par intérim ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Monsieur Yves LEVARDON , né le 16 octobre 1942 à CHAULIEU (50), demeurant "La Ristièrre" à ROULLOURS (14500) est agréé en qualité de garde particulier pour constater tous délits et contraventions qui portent atteinte aux propriétés et en qualité de garde-chasse particulier pour constater tous délits et contraventions dans le domaine de la chasse prévus au code de l'environnement qui portent préjudice aux droits de chasse de Madame Geneviève ROUSSIN sur le territoire de la commune de VAUDRY.

**Article 2** : La liste des propriétés ou des territoires concernés est précisée dans la commission annexée au présent arrêté.

**Article 3** : Le présent agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

**Article 4** : Préalablement à son entrée en fonction, Monsieur Yves LEVARDON doit prêter serment devant le tribunal d'instance de VIRE.

**Article 5** : Dans l'exercice de ses fonctions, Monsieur Yves LEVARDON doit être porteur en permanence du présent arrêté et de sa carte d'agrément qui doivent être présentés à toute personne qui en fait la demande.

**Article 6** : Le présent agrément doit être retourné sans délai à la sous-préfecture en cas de cessation de fonctions, que celle-ci résulte de l'initiative du garde particulier, de son employeur ou de la perte des droits du commettant.

**Article 7** : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Préfet de la région Basse-Normandie, Préfet du Calvados ou d'un recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Environnement et du Développement Durable, ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif. L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique proroge de deux mois le délai pour exercer un recours contentieux.

**Article 8** : Le sous-préfet de VIRE par intérim est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Yves LEVARDON, et dont copie sera remise à Madame Geneviève ROUSSIN, à Monsieur le Chef du Service Départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage et au Capitaine Commandant la Compagnie de Gendarmerie de VIRE . En outre, il sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Fait à VIRE, le 5 novembre 2010 Pour le Sous-Préfet de VIRE par intérim et par délégation Le Ssecrétaire Général SIGNE Nicolas TRISTANI



---

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER DU CALVADOS

---

**Arrêté préfectoral du 28 septembre 2010 fixant la liste des communes, des groupements de communes et des syndicats de communes pouvant bénéficier de l'assistance technique fournie par les services de l'Etat pour des raisons de solidarité et d'aménagement du territoire.**

VU le code général des collectivités territoriales ;  
 VU le code de la voirie routière ;  
 VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;  
 VU la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier ;  
 VU Le décret n° 2002-1209 du 27 septembre 2002 relatif à l'assistance technique fournie par les services de l'Etat au bénéfice des communes et de leurs groupements ;  
 SUR proposition du secrétaire général ;

**ARRETE**

**Article 1er** - Les communes, dont la population, définie à l'article L.2334-2 du code général des collectivités territoriales, est inférieure à 2 000 habitants et dont le potentiel fiscal, défini à l'article L.2334-4 du code général des collectivités territoriales est, au titre de l'année 2010 inférieur ou égal à 1 367 497,87 € qui peuvent bénéficier de l'assistance technique prévue à l'article 7-1 de la loi du 6 février 1992 susvisée sont :

Pour l'arrondissement de Bayeux

Agy, Aignerville, Anctoville, Arganchy, Arromanches-les-Bains, Asnelles, Asnières-en-Bessin, Balleroy, Banville, Barbeville, Bazenville, Bernesq, Blay, Bricqueville, Bucéels, Cahagnolles, Campigny, Canchy, Cardonville, Cartigny-l'Epinay, Castillon, Castilly, Caumont-l'Eventé, Chouain, Colleville-sur-Mer, Colombières, Colombiers-sur-Seulles, Commes, Condé-sur-Seulles, Cormolain, Cottun, Crépon, Cricqueville-en-Bessin, Crouay, Cussy, Deux-Jumeaux, Ecrammeville, Ellon, Englesqueville-la-Percée, Esquay-sur-Seulles, Etreham, Formigny, Foulognes, Géfosse-Fontenay, Graye-sur-Mer, Guéron, Hottot-les-Bagues, Juaye-Mondaye, La Bazoque, La Cambe, La Folie, La Lande-sur-Drôme, La Vacquerie, Le Breuil-en-Bessin, Le Manoir, Le Tronquay, Les Oubeaux, Lingèvres, Lison, Litteau, Livry, Longraye, Longues-sur-Mer, Longueville, Louvières, Magny-en-Bessin, Maisons, Mandeville-en-Bessin, Manvieux, Meuvaines, Monceaux-en-Bessin, Monfréville, Montfiquet, Mosles, Neuilly-la-Forêt, Nonant, Noron-la-Poterie, Osmanville, Planquary, Ranchy, Rubercy, Russy, Ryes, Saint-Côme-de-Fresné, Sainte-Croix-sur-Mer, Sainte-Honorine-de-Ducy, Sainte-Honorine-des-Pertes, Sainte-Marguerite-d'Elle, Saint-Germain-d'Ectot, Saint-Germain-du-Pert, Saint-Laurent-sur-Mer, Saint-Loup-Hors, Saint-Marcouf, Saint-Martin-de-Blagny, Saint-Paul-du-Vernay, Saint-Pierre-du-Mont, Sallen, Saon, Saonnet, Sept-Vents, Sommervieu, Subles, Sully, Surrain, Tierceville, Torteval-Quesnay, Tour-en-Bessin, Tournières, Tracy-sur-Mer, Trévières, Trungy, Vaubadon, Vaucelles, Vaux-sur-Aure, Ver-sur-Mer, Vienne-en-Bessin, Vierville-sur-Mer, Villiers-le-Sec, Vouilly.

Pour l'arrondissement de Caen

Acqueville, Airan, Amayé-sur-Orne, Amayé-sur-Seulles, Amblie, Amfreville, Angoville, Anguerny, Anisy, Aubigny, Audrieu, Authie, Avenay, Banneville-la-Campagne, Banneville-sur-Ajon, Barbery, Baron-sur-Odon, Barou-en-Auge, Basly, Barent, Beaumais, Bellengreville, Bény-sur-Mer, Bernières-d'Ailly, Billy, Bonnemaison, Bonnoeil, Bons-Tassilly, Bougy, Boulon, Bretteville-le-Rabet, Bretteville-sur-Laize, Bréville, Brouay, Cairen, Cambes-en-Plaine, Campandré-Valcongrain, Canteloup, Carcagny, Caumont-sur-Orne, Cauvicourt, Cauville, Cesny-aux-Vignes, Cesny-Bois-Halbout, Cheux, Chicheboville, Cintheaux, Clécy, Cléville, Clinchamps-sur-Orne, Colomby-sur-Thaon, Combray, Condé-sur-Ifs, Conteville, Cordey, Cossesseville, Coulombs, Courcy, Courvaudon, Cresserons, Cristot, Crocy, Croisilles, Culey-le-Patry, Cully, Curcy-sur-Orne, Damblainville, Donnay, Ducy-Sainte-Marguerite, Emiéville, Epaney, Epinay-sur-Odon, Epron, Eraines, Ernes, Escoville, Espins, Esquay-Notre-Dame, Esson, Estrées-la-Campagne, Eterville, Evrecy, Feuguerolles-Bully, Fierville-Bray, Fontaine-Etoupefour, Fontaine-Henry, Fontaine-le-Pin, Fontenay-le-Marmion, Fontenay-le-Pesnel, Fourches, Fourneaux-le-Val, Frénouville, Fresné-la-Mère, Fresney-le-Puceux, Fresney-le-Vieux, Garcelles-Secqueville, Gavrus, Gonnevill-en-Auge, Goupillières, Gouvix, Grainville-Langannerie, Grainville-sur-Odon, Grentheville, Grimboisq, Hamars, Hérouvillette, Hubert-Folie, Janville, Jort, Juvigny-sur-Seulles, La Caine, La Hoguette, La Pommeraye, La Vilette, Laize-la-Ville, Landes-sur-Ajon, Lantheuil, Lasson, Le Bô, Le Bû-sur-Rouvres, Le Détroit, Le Fresne-Camilly, Le Locheur, Le Marais-la-Chapelle, Le Mesnil-au-Grain, Le Mesnil-Patry, Le Mesnil-Villement, Le Vey, Leffard, Les Isles-Bardel, Les Loges-Saulces, Les Moutiers-en-Auge, Les Moutiers-en-cinglais, Longvillers, Loucelles, Louvagny, Magny-la-Campagne, Maisonnelles-Pelvey, Maisonnelles-sur-ajon, Maizet, Maizières, Maltot, Martainville, Martigny-sur-l'Ante, Martragny, May-sur-Orne, Meslay, Missy, Mondrainville, Montigny, Montsen-Bessin, Morteaux-Couliboeuf, Mouen, Moulines, Mutrécy, Noron-l'Abbaye, Norrey-en-Auge, Noyers-Bocage, Olendon, Ouffières, Ouezy, Ouilly-le-Tesson, Parfouru-sur-Odon, Périers-sur-le-Dan, Perrières, Pertheville-Ners, Petiville, Pierrefitte-en-Cinglais, Pierrepont, Placy, Plumetot, Pont-d'Ouilly, Potigny, Poussy-la-Campagne, Præaux-Bocage, Putôt-en-Bessin, Rapilly, Revers, Rocquancourt, Rosel, Rouvres, Rucqueville, Saint-Agnan-le-Malherbe, Saint-Aignan-de-Cramesnil, Saint-André-sur-Orne, Saint-Aubin-d'Arquenay, Saint-Denis-de-Méré, Sainte-Croix-Grand-Tonne, Sainte-Honorine-du-Fay, Saint-Gabriel-Brécy, Saint-Germain-Langot, Saint-Germain-le-Vasson, Saint-Lambert, Saint-Laurent-de-Condol, Saint-Louet-sur-Seulles, Saint-Manvieu-Norrey, Saint-Martin-de-Mieux, Saint-Martin-de-Sallen, Saint-Omer, Saint-Ouen-du-Mesnil-Oger, Saint-Pair, Saint-Pierre-Canivet, Saint-Pierre-du-Bû, Saint-Pierre-du-Jonquet, Saint-Rémy, Saint-Sylvain, Saint-Vaast-sur-Seulles, Sallenelles, Sannerville, Sassy, Secqueville-en-Bessin, Soignolles, Soulangy, Soumont-Saint-Quentin, Tessel, Thaon, Thury-Harcourt, Tilly-la-Campagne, Tilly-sur-Seulles, Touffréville, Tournay-sur-Odon, Tournebu, Tourville-sur-Odon, Tracy-Bocage, Tréprel, Trois-Monts, Urville, Ussy, Vacognes-Neuilly, Varaville, Vaux-sur-Seulles, Vendes, Vendeuvre, Versainville, Vicques, Vieux, Vieux-Fumé, Vignats, Villers-Canivet, Villons-les-Buissons, Villy-Bocage, Villy-lez-Falaise, Vimont.



Pour l'arrondissement de Lisieux

Ablon, Angerville, Annebault, Auberville, Auquainville, Auvillars, Barneville-la-Bertran, Basseneville, Beaufour-Druval, Beaumont-en-Auge, Bellou, Benerville-sur-Mer, Beuvron-en-Auge, Biéville-Quétieville, Bissières, Blangy-le-Château, Boisse, Bonnebosq, Bonneville-la-Louvet, Bonneville-sur-Touques, Bourgeauville, Branville, Bretteville-sur-Dives, Brucourt, Cambremer, Canapville, Castillon-en-Auge, Cernay, Cerqueux, Cheffreville-Tonnencourt, Clarbec, Coquainvilliers, Corbon, Cordebugle, Coudray-Rabut, Coupesarte, Courtonne-la-Meurdrac, Courtonne-les-Deux-Eglises, Cresseveuille, Crèvecœur-en-Auge, Cricqueboeuf, Cricqueville-en-Auge, Croissanville, Danestal, Douville-en-Auge, Drubec, Englesqueville-en-Auge, Equemauville, Family, Fauquemon, Fervaques, Fierville-les-Parcs, Firfol, Formentin, Fourneville, Friardel, Fumichon, Genneville, Gerrots, Glanville, Gonnevill-sur-Honfleur, Gonnevill-sur-Mer, Goustranville, Grandchamp-le-Château, Grangues, Hermival-les-Vaux, Heuland, Heurtevent, Hiéville, Hotot-en-Auge, L'Hôtellerie, L'Oudon, La Boissière, La Brévière, La Chapelle-Haute-Grue, La Chapelle-Yvon, La Croupte, La Folletière-Abenon, La Houblonnière, La Roque-Baignard, La Vespière, Le Breuil-en-Auge, Le Brévedent, Le Faulq, Le Fournet, Le Mesnil-Bacley, Le Mesnil-Durand, Le Mesnil-Eudes, Le Mesnil-Germain, Le Mesnil-Guillaume, Le Mesnil-Mauger, Le Mesnil-Simon, Le Mesnil-sur-Blangy, Le Pin, Le Pré-d'Auge, Le Theil-en-Auge, Le Torquesne, Léaupartie, Lécaude, Les Autels-Saint-Bazile, Les Authieux-Papion, Les Authieux-sur-Calonne, Les Monceaux, Les Moutiers-Hubert, Lessard-et-le-Chêne, Lisores, Magny-le-Freule, Manerbe, Manneville-la-Pipard, Marolles, Méry-Corbon, Meulles, Mittois, Montaille, Montreuil-en-Auge, Montviette, Moyaux, Norolles, Notre-Dame-d'Estrées, Notre-Dame-de-Courson, Notre-Dame-de-Livaye, Ouilly-du-Houley, Ouilly-le-Vicomte, Ouville-la-Bien-Tournée, Pennedepie, Percy-en-Auge, Périers-en-Auge, Pierrefitte-en-Auge, Préaux-Saint-Sébastien, Prêreville, Putôt-en-Auge, Quetteville, Repentigny, Reux, Rocques, Rumesnil, Saint-André-d'Hébertot, Saint-Benoît-d'Hébertot, Saint-Cyr-du-Roncay, Saint-Denis-de-Mailloc, Saint-Désir, Sainte-Foy-de-Montgommery, Sainte-Marguerite-des-Loges, Sainte-Marguerite-de-Viette, Saint-Etienne-la-Thillaye, Saint-Gatien-des-Bois, Saint-Georges-en-Auge, Saint-Germain-de-Livet, Saint-Germain-de-Montgommery, Saint-Hymer, Saint-Jean-de-Livet, Saint-Jouin, Saint-Julien-de-Mailloc, Saint-Julien-le-Faucon, Saint-Julien-sur-Calonne, Saint-Laurent-du-Mont, Saint-Léger-Dubosq, Saint-Loup-de-Fribois, Saint-Martin-aux-Chartrains, Saint-Martin-de-Bienfaite-la-Cressonnière, Saint-Martin-de-la-Lieue, Saint-Martin-de-Mailloc, Saint-Martin-du-Mesnil-Oury, Saint-Michel-de-Livet, Saint-Ouen-le-Houx, Saint-Ouen-le-Pin, Saint-Philbert-des-Champs, Saint-Pierre-Azif, Saint-Pierre-de-Mailloc, Saint-Pierre-des-Ifs, Saint-Samson, Saint-Vaast-en-Auge, Surville, Thiéville, Tordouet, Tortisambert, Tourville-en-Auge, Valsemè, Vaudeloges, Vauville, Victot-Pontfol, Vieux-Bourg, Vieux-Pont-en-Auge, Villerville.

Pour l'arrondissement de Vire

Bauquay, Beaulieu, Beaumesnil, Bernières-le-Patry, Brémoy, Burcy, Bures-les-Monts, Cahagnes, Campagnolles, Campeaux, Carville, Champ-du-Boult, Chênedollé, Coulonces, Coulvain, Courson, Dampierre, Danvou-la-Ferrière, Estray, Etouvy, Fontenermont, Jurques, La Bigne, La Chapelle-Engerbold, La Ferrière-Harang, La Graverie, La Rocque, Landelles-et-Coupigny, Lassy, Le Bény-Bocage, Le Désert, Le Gast, Le Mesnil-Auzouf, Le Mesnil-Benoist, Le Mesnil-Caussois, Le Mesnil-Robert, Le Plessis-Grimoult, Le Reculey, Le Theil-Bocage, Le Tourneur, Lénault, Les Loges, Maisoncelles-la-Jourdan, Malloué, Mesnil-Clinchamps, Montamy, Mont-Bertrand, Montchamp, Montchauvet, Ondefontaine, Périgny, Pierres, Pont-Bellanger, Pontécoulant, Pont-Farcy, Presles, Proussy, Roucamps, Roullours, Rully, Saint-Aubin-des-Bois, Saint-Charles-de-Percy, Saint-Denis-Maisoncelles, Sainte-Marie-Laumont, Sainte-Marie-Outre-l'Eau, Saint-Georges-d'Aunay, Saint-Germain-du-Crioult, Saint-Jean-des-Essartiers, Saint-Jean-le-Blanc, Saint-Manvieu-Bocage, Saint-Martin-des-Besaces, Saint-Martin-Don, Saint-Ouen-des-Besaces, Saint-Pierre-du-Fresne, Saint-Pierre-la-Vieille, Saint-Pierre-Tarentaine, Saint-Sever-Calvados, Saint-Vigor-des-Mézerets, Sept-Frères, Truttemer-le-Grand, Truttemer-le-Petit, Vassy, Vaudry, Viessoix.

**Article 2** - Les communes, dont la population, définie à l'article L.2334-2 du code général des collectivités territoriales est comprise entre 2 000 et 4 999 habitants et dont le potentiel fiscal, défini à l'article L.2334-4 du code général des collectivités territoriales, est, au titre de l'année 2010, inférieur ou égal à 2 034 935,57 €, qui peuvent bénéficier de l'assistance technique prévue à l'article 7-1 de la loi du 6 février 1992 susvisée sont :

Pour l'arrondissement de Bayeux

Grandcamp-Maisy, Isigny-sur-Mer, Port-en-Bessin-Huppain, Saint-Vigor-le-Grand.

Pour l'arrondissement de Caen

Argences, Bénouville, Bernières-sur-mer, Biéville-Beuville, Bretteville l'Orgueilleuse, Colleville-Montgomery, Cuverville, Démouville, Fleury-sur-Orne, Hermanville-sur-Mer, Langrune-sur-mer, Lion-sur-Mer, Louvigny, Luc-sur-Mer, Mathieu, Merville-Franceville-Plage, Saint-Aubin-sur-mer, Saint-Contest, Saint-Germain-la-Blanche-Herbe, Saint-Martin-de-Fontenay, Soliers, Troarn.

Pour l'arrondissement de Lisieux

Dozulé, La Rivière-Saint-Sauveur, Livarot, Mézidon-Canon, Orbec, Saint-Pierre-sur-Dives.

Pour l'arrondissement de Vire

Aunay-sur-Odon, Saint-Germain-de-Tallevende-la-Lande-Vaumont.

**Article 3** - Les communes, dont la population, définie à l'article L.2334-2 du code général des collectivités territoriales, est comprise entre 5 000 et 9 999 habitants et dont le potentiel fiscal, défini à l'article L.2334-4 du code général des collectivités territoriales, est, au titre de l'année 2010, inférieur à 3 469 169,67 €, qui peuvent bénéficier de l'assistance technique prévue à l'article 7-1 de la loi du 6 février 1992 susvisée sont :

Pour l'arrondissement de Bayeux

néant,

Pour l'arrondissement de Caen

Douvres-la-Délivrande,

Pour l'arrondissement de Lisieux

néant,

Pour l'arrondissement de Vire

néant.

**Article 4** - Les groupements de communes, dont la population, définie à l'article L.2334-2 du code général des collectivités territoriales, totale des communes qu'ils regroupent est inférieure à 15 000 habitants et dont le potentiel fiscal, défini à l'article L.5211-30 du code général des collectivités territoriales, est, au titre de l'année 2010, inférieur ou égal à 1 000 000 €, qui peuvent bénéficier de l'assistance publique prévue à l'article 7-1 de la loi du 6 février 1992 susvisée sont :

Pour l'arrondissement de Bayeux

Communauté de Communes Intercom Balleroy-Le Molay-Littry,  
Communauté de Communes Isigny- Grandcamp Intercom.,  
Communauté de Communes de Trévières,

Pour l'arrondissement de Caen

Communauté de Communes entre Bois et Marais,  
Communauté de Communes du Cingal,  
Communauté de Communes Evrecy Orne-Odon,  
Communauté de Communes dite d' Orival,  
Communauté de Communes du Val de Seulles.

Pour l'arrondissement de Lisieux

Communauté de Communes de Cambremer,  
Communauté de Communes du Pays d'Auge Dozuléen,  
Communauté de Communes de Moyaux porte du pays d'Auge,

Pour l'arrondissement de Vire

Communauté de Communes de Bény-Bocage,  
Communauté de Communes du canton de Vassy,  
Communauté de Communes Intercom Séverine.

**Article 5** - Les syndicats de communes dont la population, définie à l'article L.2334-2 du code général des collectivités territoriales, totale des communes qu'ils regroupent est inférieure à 15 000 habitants et dont le potentiel fiscal, défini à l'article L.5211-30 du code général des collectivités territoriales, somme des potentiels fiscaux desdites communes, est, au titre de l'année 2010, inférieur ou égal à 1 000 000 €, qui peuvent bénéficier de l'assistance publique prévue à l'article 7-1 de la loi du 6 février 1992 susvisée sont :

Pour l'arrondissement de Bayeux

néant,

Pour l'arrondissement de Caen

SIVU entretien patrimoine communal Tournebu-Moulines,  
SIVU Voirie du Cinglais,

Pour l'arrondissement de Lisieux

néant,

Pour l'arrondissement de Vire

néant.

**Article 6** - Conformément à l'article 3 du décret du 27 septembre 2002 susvisé, une convention d'une durée d'un an renouvelable deux fois par tacite reconduction, dès lors que la commune ou le regroupement de communes continue à réunir les conditions, détermine la nature et le montant de la rémunération de l'assistance technique fournie par l'Etat.

La convention peut être résiliée moyennant un préavis de six mois.

**Article 7** - Conformément à l'article 10 du décret du 27 septembre 2002 susvisé, les représentants des communes et des groupements de communes, bénéficiant d'une convention, font part de leurs avis au préfet sur les conditions d'exécution de l'assistance technique fournie par les services de l'Etat.

**Article 8** - Conformément à l'article 11 du décret du 27 septembre 2002 susvisé, la liste des communes et des groupements de communes; qui peuvent bénéficier de l'assistance technique, sera révisée chaque année et publiée par arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture. Toutefois, les communes et les groupements de communes qui ne répondront plus aux critères pourront continuer à bénéficier de cette assistance pendant les douze mois qui suivront la publication de l'arrêté.

**Article 9** - Le secrétaire général de la Préfecture du Calvados, le sous-préfet de Vire, le sous-préfet de Bayeux, le sous-préfet de Lisieux, la Directrice Départementale des Territoires et de la Mer, Mesdames et Messieurs les maires des communes cités aux articles 1,2 et 3, Mesdames et Messieurs les présidents et présidents des communautés de communes cités au 4ème article, Mesdames et Messieurs les présidentes et présidents des syndicats de communes cités au 5ème article du présent arrêté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Fait à Caen, le 28 septembre 2010 Pour le Préfet et par délégation Le Secrétaire Général, SIGNE Olivier JACOB



## SERVICE EAU ET BIODIVERSITÉ

### Arrêté préfectoral modificatif du 26 octobre 2010 relatif à la composition de la Commission Locale de l'Eau du SAGE «Orne aval Seules»

VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L 212-4 et R 212-29 à R 212-34 ;  
 VU l'arrêté du 20 novembre 2009 du préfet de la région d'Ile-de-France, préfet coordonnateur du bassin Seine-Normandie, portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Seine-Normandie ;  
 VU l'arrêté préfectoral du 8 septembre 1999 fixant le périmètre d'élaboration du SAGE «Orne aval Seules» ;  
 VU l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2000 portant création de la Commission Locale de l'Eau chargée de l'élaboration, la révision et le suivi de l'application du SAGE «Orne aval Seules» ;  
 VU l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2008 renouvelant la composition de la commission locale de l'eau du SAGE «Orne aval Seules» ;  
 VU la délibération du 16 avril 2010 de l'assemblée plénière du Conseil Régional de Basse-Normandie ;  
 Considérant la désignation par le Conseil Régional de Basse-Normandie de deux nouveaux membres ;  
 Considérant qu'il convient de prendre en compte la réorganisation des services de l'Etat dans la composition de la commission ;  
 Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

## A R R E T E

**Article 1er** - l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2008 portant nomination des membres de la Commission Locale de l'Eau du SAGE «Orne-Aval-Seules» est modifié comme suit :

### I - COLLEGE DES REPRESENTANTS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES, DE LEURS GROUPEMENTS ET DES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX

#### **1°) Représentants du Conseil Régional de Basse-Normandie**

- M. Pierre MOURARET, vice-président du Conseil Régional de Basse-Normandie
- Mme Elise LOWY, membre de la commission permanente du Conseil Régional de Basse-Normandie

### III - COLLEGE DES REPRESENTANTS DE L'ETAT ET DE SES ETABLISSEMENTS PUBLICS

- Le préfet de région Ile de France, préfet coordonnateur du bassin Seine-Normandie ou son représentant
  - Le préfet de la région Basse-Normandie, préfet du Calvados ou son représentant
  - Le directeur départemental des territoires et de la mer du Calvados ou son représentant
  - Le directeur départemental des territoires et de la mer du Calvados adjoint ou son représentant
  - La directrice de la délégation territoriale de l'agence régionale de santé de Basse-Normandie ou son représentant
  - Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Basse-Normandie ou son représentant
  - Le chef du service ressources naturelles, mer et paysage de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Basse-Normandie ou son représentant
  - Le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de Basse-Normandie ou son représentant
  - Le délégué régional de l'agence de l'eau Seine-Normandie ou son représentant
  - Le délégué régional de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques - délégation régionale de Bretagne-Basse-Normandie ou son représentant
- Le reste demeure sans changement.

**Article 2** - Le Secrétaire Général de la préfecture du Calvados est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des membres de la commission locale de l'eau.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Calvados et pourra être consulté sur le site internet [www.gesteau.eaufrance.fr](http://www.gesteau.eaufrance.fr) et sur le site internet [www.sage-orne-seules.fr](http://www.sage-orne-seules.fr)

Fait à CAEN, le 26 octobre 2010 Pour le préfet, Le secrétaire général SIGNE Olivier JACOB



## SERVICE AGRICOLE

**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : OZOUF François**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**OZOUF François 3, rue du Puits de Jacob 14210 EVRECY - 16/08/10**

**sur 41,57 ha situés à :**

BOULON	ZD 11 19 20 – ZE 3
BOULON	ZD 6
BOULON	ZE 96
BOULON	ZD 13
BOULON	ZE 123
FRESNEY LE PUCEUX	ZI 2 – ZK 29
LAIZE LA VILLE	A 73
MUTRECY	ZC 6

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **16/04/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : ANNE Hervé**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**ANNE Hervé 14400 CROUAY - 30/08/10**

**sur 4,76 ha situés à :**

CROUAY B 38 333 – C 43

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **30/04/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : CARPENTIER Denis**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**CARPENTIER Denis Le Beaufils 14100 HERMIVAL LES VAUX - 09/08/10**

**sur 14,02 ha situés à :**

HERMIVAL LES VAUX D 206 488 487 262

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **09/04/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : CHESNIER Claire**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**CHESNIER Claire Rue du Muguet 14940 SANNERVILLE - 30/08/10**

**sur 10,51 ha situés à :**

SANNERVILLE A 96 97 460 464 465 459 463 466 469 272 468 467

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **30/04/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : CORNU Louise**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**CORNU Louise La Gréardière 14770 LASSY - 30/08/10**

**sur 0,89 ha situés à :**

LE THEIL BOCAGE C 300 301  
LE THEIL BOCAGE C 866 266 305 273 272

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **30/04/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : DESCHAMPS Jean Claude**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**DESCHAMPS Jean Claude 9, rue Eugène Boudin 14360 TROUVILLE SUR MER - 20/08/10**

**sur 12,08 ha situés à :**

LES AUTHIEUX SUR CALONNE ZA 79

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **20/04/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : DRIEU Viviane**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**DRIEU Viviane Chemin de la Batterie 14600 ABLON - 30/08/10**

**sur 3,69 ha situés à :**

ABLON E 109 – D 108

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **30/04/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : EARL SALLIOT**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**EARL SALLIOT La Villaurie 14380 COURSON - 27/08/10**

**sur 1,84 ha situés à :**

COURSON ZH 61

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **27/04/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : GAEC DE LA BELLE ETOILE**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**GAEC DE LA BELLE ETOILE Mme DESRAME Annick 14770 ST JEAN LE BLANC - 02/08/2010  
modifié**

**sur 49,02 ha situés à :**

MONTCHAMP	ZH 50 51
MONTCHAMP	ZH 17 33
MONTCHAMP	ZC 48 – ZD 1 – ZE 3 – ZH 9 14 43 52 53 – ZI 5
MONTCHAMP	ZE 5
MONTCHAMP	ZC 47

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **02/04/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : GAEC DE LA BELLE ETOILE**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**GAEC DE LA BELLE ETOILE Mme DESRAME Annick 14770 ST JEAN LE BLANC - 02/08/2010**

**sur 70,64 ha situés à :**

MONTCHAMP	ZH 50 51
MONTCHAMP	ZH 17 33
MONTCHAMP	ZC 48 – ZD 1 – ZE 3 – ZH 9 14 43 52 53 – ZI 5
MONTCHAMP	ZE 5
MONTCHAMP	ZC 47

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **02/04/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : GAEC DE LA BELLE ETOILE**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**GAEC DE LA BELLE ETOILE M. AUBRY Jérôme 14770 ST JEAN LE BLANC - 02/08/10**

**sur 88,99 ha situés à :**

ESTRY	ZB 5 85 86 4 30
MONTCHAMP	ZD 2 3
MONTCHAMP	ZH 5 8 12 – ZI 4
MONTCHAMP	ZH 7 10
MONTCHAMP	ZE 3
MONTCHAMP	ZA 64

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **02/04/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : GAEC DE LA VENTE**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**GAEC DE LA VENTE M. MARTIN Samuel 14350 LA FERRIERE HARANG - 09/08/10**

**sur 6,50 ha situés à :**

LE TOURNEUR	ZS 3 4 – ZT 64 65 67
-------------	----------------------

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **09/04/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : GAEC DES VATTIERS**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**GAEC DES VATTIERS 421, chemin des Vattiers 14340 LE PRE D'AUGE - 09/08/10**

**sur 19,17 ha situés à :**

LE MESNIL GERMAIN      B 69 70 80 131 220 260 270

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **09/04/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : GAEC DU PARC**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**GAEC DU PARC Le Parc 14410 BERNIERES LE PATRY - 30/08/10**

**sur 4,19 ha situés à :**

LE THEIL BOCAGE      C 353 354 373 374 969

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **30/04/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : GAEC DU VAL EUDES**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**GAEC DU VAL EUDES M LANDEMAINE Olivier 14100 ST GERMAIN DE LIVET - 09/08/10**

**sur 17,65 ha situés à :**

ST GERMAIN DE LIVET      A 264 265  
ST JEAN DE LIVET      A 59 61 73 74 131 132

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **09/04/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : LE SECQ Jérôme**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**LE SECQ Jérôme 14170 EPANEY - 30/08/10**

**sur 16,18 ha situés à :**

EPANEY      ZH 10 39  
OLENDON      AM 20  
SOULANGY      ZB 5

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **30/04/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : LERICHE Patrick**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**LERICHE Patrick La Rebutière 14130 ST ANDRE D'HEBERTOT - 20/08/10**

**sur 8,21 ha situés à :**

ST ANDRE D'HEBERTOT      ZC 67 71 – ZI 16

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **20/04/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : LESELLIER Sylvain**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**LESELLIER Sylvain 1, rue des Bruyères 14170 PERRIERES - 30/08/10**

**sur 2,50 ha situés à :**

OLENDON AE 25

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **30/04/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : LESELLIER Sylvain**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**LESELLIER Sylvain 1, rue des Bruyères 14170 PERRIERES - 30/08/10**

**sur 3,60 ha situés à :**

OLENDON AL 23

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **30/04/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : LESELLIER Sylvain**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**LESELLIER Sylvain 1, rue des Bruyères 14170 PERRIERES - 30/08/10**

**sur 38,82 ha situés à :**

OLENDON AE 2 25  
VERSAINVILLE B 250 – ZC 30 31 32 33 54 60 62 – ZD 3 4 5 – ZH 11

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **30/04/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : MARIE Jean Baptiste**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**MARIE Jean Baptiste La Hunière 14420 POTIGNY - 23/08/10**

**sur 6,84 ha situés à :**

POTIGNY ZA 92  
POTIGNY ZC 9 10

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **23/04/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : MARIE Thierry**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**MARIE Thierry Le Haut de l'Eglise 14710 ECRAMMEVILLE - 27/08/10**

**sur 9,34 ha situés à :**

ECRAMMEVILLE ZB 1 56 – ZH 35

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **27/04/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.





**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : MIQUELOT Isabelle**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**MIQUELOT Isabelle Lieu Saint Jean 14230 NEUILLY LA FORET - 23/08/10**

**sur 5,58 ha situés à :**

NEUILLY LA FORET	A 68
NEUILLY LA FORET	E 90 116 117 118 119 120 121

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **23/04/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : AUBRY Sébastien**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**AUBRY Sébastien Le Mont Fourrey 14130 SAINT JULIEN SUR CALONNE - 30/08/10**

**sur 14,91 ha situés à :**

ST JULIEN SUR CALONNE	ZA 20 21
-----------------------	----------

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **30/04/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : TESNIERE Anne Christine**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**TESNIERE Anne Christine 24, rue Principale 14270 ERNES - 02/07/10**

**sur 96,87 ha situés à :**

LE BU SUR ROUVRES	Y 15
CONDE SUR IFS	AI 14 16 – AP 1 – AR 9 7 60
ERNES	Y 14
ERNES	A 154 – C 202 203 – R 1 30 – S 1 7 – Y 11 12 13 20 72 – P 10 – T 20
FIERVILLE BRAY	ZK 6 26 27
MAIZIERES	ZH 11 13 12 15 – C 33 34 38 – ZB 1
OUILLY LE TESSON	AH 12 13 14
ROUVRES	AD 1 2

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **02/03/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : LECAUDEY Gilles**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**LECAUDEY Gilles Hameau de Teurteville 14710 MANDEVILLE EN BESSIN - 01/07/10**

**sur 4,26 ha situés à :**

BERNESQ	B 182 235
MANDEVILLE EN BESSIN	B 151 367

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **01/03/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : LECOMTE Francis**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**LECOMTE Francis Le Moulin 14240 PARFOURU L'ECLIN - 19/07/10**

**sur 6,50 ha situés à :**

PARFOURU L'ECLIN F 24 25 26 27

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **19/03/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : LEGRIX Fabien**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**LEGRIX Fabien La Grande Bruyère 14940 TOUFFREVILLE - 02/07/10**

**sur 4,65 ha situés à :**

HOTOT EN AUGE E 56  
TOUFFREVILLE B 648

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **02/03/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : MARIE Bruno**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**MARIE Bruno Pont des Acacias 14270 LE MESNIL MAUGER - 26/07/10**

**sur 62,01 ha situés à :**

LE MESNIL MAUGER E 15 24 – H 15 21 24 25 51 132 134  
LE MESNIL MAUGER H 52 53 65 71 74 78  
BIEVILLE QUETIEVILLE D 5

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **26/03/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : MOREAU Jacqueline**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**MOREAU Jacqueline Ecajeul 14270 LE MESNIL MAUGER - 29/07/10**

**sur 31,65 ha situés à :**

LE MESNIL MAUGER A 76 77 84 183  
LE MESNIL MAUGER A 192 201 234  
LE MESNIL MAUGER A 129 130 135 210 231  
OUVILLE LA BIEN TOURNEE A 130

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **29/03/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : POITEVIN Evelyne**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**POITEVIN Evelyne Le Haut Hameau 14710 RUBERCY - 08/07/10**

**sur 1,09 ha situés à :**

MANDEVILLE EN BESSIN B 349 350 351

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **08/03/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : QUESNELLE Michaël**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**QUESNELLE Michaël Le Haut du Buisson 14220 MESLAY - 26/07/10**

**sur 2,90 ha situés à :**

MESLAY A 49 60 292 316 318 320 353

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **26/03/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : RENOUF Pierre**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**RENOUF Pierre Le Bois des Monts 14770 LASSY - 22/07/10**

**sur 44,80 ha situés à :**

LASSY ZA 28 36 26 37 – ZB 33 48 54 -ZO 12 13 14 17 2 10 51 69

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **22/03/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : COIEFFEY Philippe**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**COIEFFEY Philippe 14140 STE FOY DE MONTGOMMERY - 16/07/10**

**sur 4,74 ha situés à :**

LISORES C 18 45 47

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **16/03/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : ANDRE Anne Marie**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**ANDRE Anne Marie Ferme des Vignes 14140 MONTVIETTE - 12/07/10**

**sur 12,18 ha situés à :**

MONTVIETTE B 128 130 189 – C 198

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **12/03/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : BARA Etienne**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**BARA Etienne Hameau Ecageul 14270 LE MESNIL MAUGER - 08/07/10**

**sur 7,14 ha situés à :**

LE MESNIL MAUGER D 54

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **08/03/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : BARA Etienne**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**BARA Etienne Hameau Ecageul 14270 LE MESNIL MAUGER - 30/07/10**

**sur 4,19 ha situés à :**

OUVILLE LA BIEN TOURNEE A 42  
LE MESNIL MAUGER D 53

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **30/03/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : BARBIER Cédric**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**BARBIER Cédric Les Landes 50420 ST VIGOR DES MONTS - 01/07/10**

**sur 8,49 ha situés à :**

LE MESNIL CLINCHAMPS ZH 33 37  
LE MESNIL CLINCHAMPS ZH 34 36 58

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **01/03/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : BEAUFILS Lionel**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**BEAUFILS Lionel 24, rue Marthe Chenal 14640 VILLERS SUR MER - 05/07/10**

**sur 15,52 ha situés à :**

CRICQUEVILLE EN AUGE ZA 25 26 106  
DOZULE AM 1 37 38 39 40  
DOZULE AM 2

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **05/03/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : HEUZE Rémy**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**HEUZE Rémy Chemin de la Croix l'Abbé 14340 LE PRE D'AUGE - 02/07/10**

**sur 5,88 ha situés à :**

ST DESIR WE 4

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **02/03/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : DUPUIS Eric**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**DUPUIS Eric Hameau de Fossard 14270 ERNES - 26/07/10**

**sur 5,10 ha situés à :**

ERNES  
SASSY

S 4  
AK 7 – AM 4

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **26/03/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : EARL DANNEVILLE**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**EARL DANNEVILLE La Varende 14170 SASSY - 29/07/10**

**sur 1,85 ha situés à :**

SASSY

AE 22

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **29/03/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : EARL DE LA CHAUDRONNIERE**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**EARL DE LA CHAUDRONNIERE M. Mme LEVALLOIS 14500 ST GERMAIN DE TALLEVENDE - 26/07/10**

**sur 14,41 ha situés à :**

ST GERMAIN DE TALLEVENDE A 206 – B 158 374 377 378 379 380 381 586 733

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **26/03/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : EARL DE LA LOBREE**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**EARL DE LA LOBREE M. Mme BOISGONTIER 61470 ST AUBIN DE BONNEVAL - 29/07/10**

**sur 9,59 ha situés à :**

FRIARDEL

B 150 157 158 281

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **29/03/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : EARL DES CLOS**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**EARL DES CLOS M. Mme HUPIN 14840 DEMOUVILLE - 15/07/10**

**sur 1,63 ha situés à :**

TOUFFREVILLE

Z 11

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **15/03/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : EARL DU CEDRE**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**EARL DU CEDRE M. DELALANDE Olivier 14310 ST LOUET SUR SEULLES - 19/07/10**

**sur 33,72 ha situés à :**

TRACY BOCAGE	ZB 15 17 18 – ZD 11 14 – ZE 20
VILLERS BOCAGE	B 63

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **19/03/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : EARL DU CEDRE**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**EARL DU CEDRE M. Mme DELALANDE 14310 ST LOUET SUR SEULLES - 19/07/10**

**sur 8,39 ha situés à :**

AMAYE SUR SEULLES	ZD 7
TRACY BOCAGE	ZI 14

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **19/03/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : EARL DU MARAIS**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**EARL DU MARAIS M. Mme SAUCISSE 14590 MOYAUX - 23/07/10**

**sur 3,63 ha situés à :**

MOYAUX	ZK 25 28
--------	----------

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **23/03/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : EARL LETELLIER BOULE**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**EARL LETELLIER BOULE La Boscherie 14380 LANDELLES ET COUPIGNY - 05/07/10**

**sur 75,99 ha situés à :**

LANDELLES	ZE 79 82
LANDELLES	ZH 30 55
LANDELLES	ZD 105
LANDELLES	ZN 44
LANDELLES	ZE 80 81 84
LANDELLES	ZB 58 – ZD 9 18 30 72 131 134 135 136 137 138 139 159 169 – ZE 5 6 7 8 26 54 76 78

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **05/03/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : ENGUEHARD Michel**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**ENGUEHARD Michel Les Vallées 14410 BURCY - 12/07/10**

**sur 2,30 ha situés à :**

LA GRAVERIE

ZE 17

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **12/03/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : GAEC BERTIN**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**GAEC BERTIN M. ESNAULT François  
Le Bourg Chantrieult 14380 ANNEBECQ - 05/07/10**

**sur 40,40 ha situés à :**

BEAUMESNIL

ZE 67 32

CAMPAGNOLLES

ZH 3 46

LANDELLES

YA 7 6 – ZS 5

MESNIL CLINCHAMPS

ZC 10 – ZH 41 – ZM 6

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **05/03/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : GAEC DE BRIERE**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**GAEC DE BRIERE M. ENGUEHARD Christophe 14380 CHAMP DU BOULT - 19/07/10**

**sur 4,19 ha situés à :**

CHAMP DU BOULT

B 142 143 364 375 377

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **19/03/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : GAEC DESMAISONS EUDELINÉ**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**GAEC DESMAISONS EUDELINÉ M. DESMAISONS Gaëtan 14350 CAMPEAUX - 01/07/10**

**sur 11,90 ha situés à :**

CAMPEAUX

ZB 23 29 30 35 51

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **01/03/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : GAEC DESMAISONS EUDELINÉ**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**GAEC DESMAISONS EUDELINÉ M. DESMAISONS Gaëtan 14350 CAMPEAUX - 01/07/10**

**sur 3,26 ha situés à :**

MALLOUE

ZA 5 27 86 88 – ZL 65

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **01/03/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX



**Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural : GAEC METTE**

Autorisation tacite d'exploiter à l'issue du délai des 4 mois suivant accusé de réception en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural :

**GAEC METTE Le Home 14350 BEAULIEU - 26/07/10**

**sur 40,22 ha situés à :**

BEAULIEU	ZA 149
LE BENY BOCAGE	ZL 6 8 61 119 160
MONTCHAUVE	YE 17
ST CHARLES DE PERCY	ZE 58
ST CHARLES DE PERCY	ZE 5

ACCUSE DE RECEPTION dossier réceptionné complet le **26/03/10** signé la chef du service agricole : Maud FAIPOUX.





# **Arrêté préfectoral du 26 octobre 2010 fixant la composition du comité départemental d'expertise des calamités agricoles du calvados**

VU les articles L. 361-1 à 21 du code rural organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles,  
 VU les articles D. 361-1 à R. 361-37 du code rural, et notamment l'article D. 361-13,  
 VU les décrets 90-187 du 28 février 1990 et 2000-139 du 16 février 2000 relatifs à la représentation des organisations syndicales d'exploitants agricoles au sein de certains organismes ou commissions,  
 VU l'arrêté du 11 avril 2007 reconnaissant les organisations syndicales agricoles habilitées à siéger dans les commissions et organismes,  
 VU les propositions des organisations intéressées,  
 CONSIDERANT que les membres du comité départemental d'expertise avaient été désignés pour trois ans par arrêté du 13 juillet 2007 et que leur mandat est donc arrivé à expiration,  
 Sur le rapport de la directrice départementale des territoires et de la mer,  
 SUR PROPOSITION du Secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

**Article 1er** – Le comité départemental d'expertise est présidé par le Préfet ou son représentant.

Ce comité comprend les membres suivants :

- le directeur régional des finances publiques de la Région de Basse-Normandie et du Département du Calvados, ou son représentant,
- le directeur(trice) départemental(e) des territoires et de la mer ou son représentant,
- un représentant des établissements habilités à distribuer des prêts bonifiés à l'agriculture, nommé sur proposition conjointe des établissements précités présents dans le département :  
titulaire : Monsieur Bernard HULIN – Ferme de Beauvais – 14112 BIEVILLE BEUVILLE  
suppléant 1 : Madame Christine HOFACK – 10 rue du Château d'Assy – 14190 OUILLY LE TESSON  
suppléant 2 : Monsieur Bertrand de FERRON – Manoir de Quilly – 14680 BRETTEVILLE SUR LAIZE
- le président de la chambre départementale d'agriculture ou son représentant,
- un représentant de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles :  
titulaire : Monsieur Sébastien BINET – Le Bourg – 14700 VERSAINVILLE
- un représentant des Jeunes Agriculteurs :  
titulaire : Monsieur Bruno VANDECANDELAERE – 4 rue de Caen – 14740 SAINT MANVIEU NORREY  
suppléant : Monsieur HASTAIN David – 19 rue de l'Oratoire – 14740 SAINT MANVIEU NORREY
- un représentant de l'URDAC – coordination rurale du Calvados :  
titulaire : Monsieur Laurent LEPETIT – La Monterie – 14410 VIESSOIX
- une personnalité désignée par la fédération française des sociétés d'assurances :  
titulaire : Monsieur Jean-Luc LE GAC – Haras de la Lande – La Tasse – 61290 LA LANDE SUR EURE
- une personnalité désignée par la caisse de réassurance mutuelle agricole du Calvados :  
titulaire : Monsieur Marc BOCAGE – La ferme de Villeray – 14220 LES MOUTIERS EN CINGLAIS  
suppléant : Monsieur Roger JEAN – La Gravannerie – 14770 LASSY

**Article 2** – Pourra être appelée à participer aux travaux de la commission avec voix consultative, toute personne particulièrement qualifiée pour l'étude des questions relevant des attributions de cette commission.

**Article 3** – Les membres du présent comité sont nommés pour une durée de 3 ans.

**Article 4** – Le secrétariat est assuré par la direction départementale des territoires et de la mer.

**Article 5** – L'arrêté préfectoral du 13 juillet 2007 est abrogé.

**Article 6** – Le secrétaire général de la préfecture du Calvados, le Directeur (trice) départemental (e) des territoires et de la mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Fait à Caen, le 26 octobre 2010 Pour le Préfet et par délégation Le Secrétaire Général de la préfecture du Calvados SIGNE Olivier JACOB



## SERVICE EAU ET BIODIVERSITÉ

### **Arrêté préfectoral du 27 octobre 2010 autorisant les agents du centre d'études et de recherches sur l'environnement et les sols pour l'aménagement (CERESA) à pénétrer sur les propriétés privées concernées par l'étude pédologique et floristique de la zone arrière littorale des communes de COLLEVILLE-MONTGOMERY, OUISTREHAM et HERMANVILLE-SUR-MER**

VU le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L.211-1, L.214-7-1 et R.211-108 relatifs aux zones humides et à leur délimitation,

VU la loi du 29 décembre 1892 sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution de travaux publics,

VU l'arrêté interministériel du 24 juin 2008 précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides, en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du code de l'environnement, modifié par arrêté du 1er octobre 2009,

VU la convention de marché public conférant au centre d'études CERESA qualité pour intervenir pour le compte de l'Etat,

Considérant qu'il est nécessaire d'engager des études préalables avant de procéder à la délimitation des zones humides présentes dans la zone arrière littorale des communes de COLLEVILLE-MONTGOMERY, OUISTREHAM et d'HERMANVILLE-SUR-MER, en application de l'article L.214-7-1 du Code de l'Environnement,

Considérant que suivant l'arrêté du 24 juin 2008 modifié, les critères à retenir pour la délimitation des zones humides sont relatifs à la morphologie des sols liée à la présence prolongée d'eau d'origine naturelle et à la présence éventuelle de plantes hydrophiles,

Considérant dès lors que pour réaliser une telle étude pédologique et floristique, les agents du centre d'études et de recherches sur l'environnement et les sols pour l'aménagement (CERESA) doivent pouvoir pénétrer sur les terrains situés dans la zone arrière littorale des communes de COLLEVILLE-MONTGOMERY, OUISTREHAM et d'HERMANVILLE-SUR-MER, afin d'y procéder à des relevés de végétation et à des sondages pédologiques,

SUR PROPOSITION du Secrétaire général de la préfecture du Calvados,

### **ARRÊTE**

#### **Article 1er**

En vue de réaliser les prospections nécessaires à l'étude pédologique et floristique de la zone arrière littorale de COLLEVILLE-MONTGOMERY, OUISTREHAM et d'HERMANVILLE-SUR-MER, les agents du centre d'études et de recherches sur l'environnement et les sols pour l'aménagement (CERESA) sont autorisés à pénétrer dans les propriétés publiques ou privées non bâties situées dans le périmètre d'étude défini, suivant le plan annexé au présent arrêté, sur le territoire des communes de COLLEVILLE-MONTGOMERY, HERMANVILLE-SUR-MER et de OUISTREHAM

#### **Article 2**

Pour l'accomplissement de leur mission, les personnes autorisées devront se conformer aux dispositions des articles 1 et 2 de la loi du 29 décembre 1892.

#### **Article 3**

Les maires des communes de COLLEVILLE-MONTGOMERY, OUISTREHAM et d'HERMANVILLE-SUR-MER sont invités à prêter au besoin leur concours et l'appui de leur autorité aux personnes visées à l'article 1.

#### **Article 4**

La présente autorisation est valable jusqu'au 1er juillet 2011. Conformément à l'article 8 de la loi du 29 décembre 1892, le présent arrêté est périmé de plein droit s'il n'est pas suivi d'exécution dans les six mois à partir de sa date de signature.

#### **Article 5**

Le présent arrêté est transmis à monsieur le directeur de CERESA et au maire de chacune des communes concernées par cette étude.

Le présent arrêté sera affiché pendant un mois au moins dans les mairies de COLLEVILLE-MONTGOMERY, OUISTREHAM et d'HERMANVILLE-SUR-MER. Il sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

#### **Article 6**

Le Secrétaire général de la préfecture du Calvados, la directrice départementale des territoires et de la mer du Calvados, le directeur de CERESA, les maires des communes de COLLEVILLE-MONTGOMERY, OUISTREHAM et d'HERMANVILLE-SUR-MER sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Caen, le 27 octobre 2010 Pour le Préfet et par délégation, le Secrétaire Général SIGNE Olivier JACOB



---

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

---

**SERVICE PROTECTION SANITAIRE ET ENVIRONNEMENT**
**Arrêté préfectoral du 28 octobre 2010 fixant les mesures relatives à la prophylaxie de la leucose bovine enzootique, de la brucellose, de la tuberculose bovines et de la rhinotrachéite infectieuse bovine pour la campagne 2010-2011**

VU le code rural et notamment le titre II du Livre II ;  
 VU l'arrêté ministériel du 31 décembre 1990 modifié fixant les mesures techniques et administratives relatives à la prophylaxie collective de la leucose bovine enzootique ;  
 VU l'arrêté ministériel du 15 septembre 2003 modifié fixant les mesures techniques et administratives relatives à la prophylaxie collective et à la police sanitaire de la tuberculose des bovins et des caprins ;  
 VU l'arrêté ministériel du 27 novembre 2006 fixant des mesures de prophylaxie collective de la rhinotrachéite infectieuse bovine (IBR) ;  
 VU l'arrêté du 22 avril 2008 modifié fixant les mesures techniques et administratives relatives à la prophylaxie collective et à la police sanitaire de la brucellose des bovins ;  
 VU l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2010 donnant délégation de signature à monsieur LUCAS Norbert, directeur départemental de la protection des populations du Calvados ;  
 VU le compte-rendu du conseil départemental de la santé et de la protection animale instituant une commission restreinte « prophylaxie » du 19 mars 2008 ;  
 Considérant l'avis de la commission restreinte « prophylaxie » du conseil départemental de la santé et de la protection animales du 26 octobre 2010 ;  
 SUR proposition du directeur départemental de la protection des populations ;

**ARRÊTE**
**ARTICLE 1 -**

Les dates des campagnes de prophylaxie bovines sont fixées du 2 novembre 2010 au 15 mai 2011.

**ARTICLE 2 -** Prophylaxie de la brucellose bovine :

Dans les ateliers laitiers, le rythme de dépistage par épreuve de l'anneau sur le lait de mélange est annuel.

Dans les ateliers allaitants, 20% des bovins de plus de 24 mois, dans l'ordre de priorité suivant :

1. Bovins mâles de plus de 36 mois ;
2. Bovins de plus de 24 mois introduits dans l'année ;
3. Autres bovins de plus de 24 mois tirés au sort pour arriver à 20 % .

avec un nombre minimal de bovins à prélever de 10 (si l'atelier compte 10 bovins, ou moins, de plus de 24 mois, tous ces bovins de plus de 24 mois sont donc à tester pour la brucellose).

Les bovins mâles castrés peuvent être remplacés, le cas échéant, par des bovins reproducteurs.

**Introduction :**

Les bovins de plus de 24 mois et ayant circulé plus de 6 jours doivent faire l'objet d'une recherche sérologique de la brucellose dans les 15 jours précédents ou dans les 15 jours suivants la livraison.

**ARTICLE 3 -** Prophylaxie de la leucose bovine enzootique :

Le rythme de dépistage de la leucose bovine enzootique, lié à la commune est quinquennal : par analyse de lait de mélange pour les cheptels livrant du lait, et par recherche sérologique sur les bovins femelles de plus de 24 mois pour les cheptels non laitiers.

**ARTICLE 4 -** Prophylaxie de la tuberculose bovine

Dépistage de la tuberculose bovine par intradermotuberculation dans les cheptels où un foyer de tuberculose a été déclaré au cours des dix dernières années sur les animaux de plus de six semaines.

**Introduction :**

Les bovins de plus de 24 mois et ayant circulé plus de 6 jours doivent faire l'objet d'une recherche sérologique de la tuberculose dans les 15 jours précédents ou dans les 15 jours suivants la livraison.

**ARTICLE 5 -** Prophylaxie de la rhinotrachéite infectieuse bovine

Toute exploitation doit être contrôlée annuellement vis-à-vis de l'IBR :

- soit par des analyses sérologiques sur mélanges de sérums pratiquées sur les bovins âgés de vingt quatre mois ou plus ;
- soit par des analyses sérologiques sur le lait de mélange produit par le troupeau contrôlé.

**Introduction**

Tout bovin d'élevage introduit dans une exploitation, quel que soit son âge, doit être isolé dès sa livraison et être soumis par son propriétaire ou son détenteur à une recherche sérologique de l'IBR dans les quinze jours précédant ou les dix jours suivant sa livraison.

Pour toute exploitation détenant au moins un bovin positif IBR, ou ayant introduit un bovin positif IBR ayant pu avoir un contact avec les autres animaux de l'élevage :

Une recherche sérologique IBR doit être menée sur tous les bovins de plus de 12 mois, dans le mois qui suit l'introduction du bovin positif, puis annuellement lors de la prophylaxie annuelle,

Tous les animaux sérologiquement positifs à la recherche IBR doivent être valablement vaccinés par le vétérinaire sanitaire, dans le mois qui suit le résultat positif.

**ARTICLE 6** - Le secrétaire général de la préfecture du Calvados, le lieutenant colonel commandant le groupement de gendarmerie du Calvados, le directeur départemental de la protection des populations, les maires et les vétérinaires sanitaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Caen, le 28 octobre 2010 Pour le Préfet et par délégation Le directeur départemental de la protection des populations SIGNE Norbert LUCAS



**Arrêté préfectoral du 28 octobre 2010 fixant les mesures relatives à la prophylaxie de la brucellose ovine et caprine pour la campagne 2010-2011**

VU le code rural et notamment le titre II du Livre II ;  
 VU l'arrêté ministériel du 13 octobre 1998 fixant les mesures techniques et administratives relatives à la prophylaxie collective et à la police sanitaire de la brucellose ovine et caprine ;  
 VU l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2010 donnant délégation de signature à monsieur LUCAS Norbert, directeur départemental de la protection des populations du Calvados ;  
 VU le compte-rendu du conseil départemental de la santé et de la protection animale instituant une commission restreinte « prophylaxie » du 19 mars 2008 ;  
 Considérant l'avis de la commission restreinte « prophylaxie » du conseil départemental de la santé et de la protection animales du 26 octobre 2010 ;  
 SUR proposition du directeur départemental de la protection des populations ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 -**

Les dates des campagnes de prophylaxie ovine et caprine sont fixées du 2 novembre 2010 au 15 juillet 2011.

**ARTICLE 2 -** Prophylaxie de la brucellose caprine

Pour les ateliers lait ayant un atelier de « transformation lait cru » - fromage au lait cru la prophylaxie est annuelle (cf. annexe 1), les caprins testés sont les reproducteurs, mâles ou femelles, de plus de 6 mois et tous les animaux nouvellement introduits, s'ils ne proviennent pas d'élevage officiellement indemne de brucellose caprine.

Pour les « ateliers lait/viande indifférencié », les caprins concernés sont tous les reproducteurs, mâles ou femelles, de plus de 6 mois et tous les animaux nouvellement introduits, s'ils ne proviennent pas d'élevage officiellement indemne de brucellose caprine.

La campagne de prophylaxie de la brucellose caprine est quinquennale.

Pour la campagne 2010-2011, les cheptels officiellement indemnes de brucellose seront retirés de la liste. Ils ne seront sollicités que pour la campagne 2011-2012.

Pour la campagne 2010-2011, tous les cheptels en cours de qualification ou sans qualification seront sollicités.

**ARTICLE 3 -** Prophylaxie de la brucellose ovine:

Pour « les ateliers lait ayant un atelier de transformation lait cru » - fromage au lait cru la prophylaxie est annuelle (cf. annexe 1), les ovins testés sont les reproducteurs, mâles ou femelles, de plus de 6 mois et tous les animaux nouvellement introduits, s'ils ne proviennent pas d'élevage officiellement indemne de brucellose ovine

Pour les « ateliers ovins lait/viande indifférencié », les ovins concernés sont tous les reproducteurs, mâles ou femelles, de plus de 6 mois et tous les animaux nouvellement introduits, s'ils ne proviennent pas d'élevage officiellement indemne de brucellose ovine.

La campagne de prophylaxie de la brucellose ovine devient quinquennale.

Pour la campagne 2010-2011, les cheptels officiellement indemnes de brucellose seront retirés de la liste. Ils ne seront sollicités que pour la campagne 2011-2012.

Pour la campagne 2010-2011, tous les cheptels en cours de qualification ou sans qualification seront sollicités.

**ARTICLE 4 -**

Le secrétaire général de la préfecture du Calvados, le lieutenant colonel commandant le groupement de gendarmerie du Calvados, le directeur départemental de la protection des populations, les maires et les vétérinaires sanitaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Caen, le 28 octobre 2010 Pour le Préfet et par délégation Le directeur départemental de la protection des populations **SIGNE**  
 Norbert LUCAS

## ANNEXE 1 – Liste des éleveurs 2011

## ANNEXE 1 - LISTE DES ELEVEURS 2011

## LISTE DES ELEVEURS ATELIER LAIT CRU - OVINS CAPRINS

NOM - PRENOM	CP	COMMUNE	N° EDE
CHAMPION Noémie	14590	OUILLY LA BIEN TOURNEE	14484042
COMBE Christine	14570	LE VEY	14741016
FRENEHARD Dominique	14140	TORTISAMBERT	14696037
GAEC DE LA BAJOCASSE	14400	NONANT	14465035
GAULLIER Marie	14710	FORMIGNY	14281087
GERL Franz	14340	LA ROCQUE BERNARD	14541011
GODMET Xavier	14230	ANCTOVILLE	14479032
LEFEBVRE Olivier	14350	STE MARIE LAUMONT	14618073
LEMONNIER Micheline	14100	LE MESNIL EUDES	14419019
SKORUPA Yohan	14670	BASSENVILLE	14045054
MARTIN Jean-Luc	14350	MONTCHAMP	14442092
MOTTE Jacques-Antoine	14340	CAMBREMER	14126029
NOE François	14600	GONNEVILLE SUR HONFLEUR	14304024
TOURET LAUNAY	14350	MONTCHAUVEY	14443092
VUILLERMET andré	14100	MAROLLES	14403060
HAMELIN Guy	14220	CURCY SUR ORNE	14213029
MAZERON Lucile	14140	LE MESNIL GERMAIN	14420023



**Arrêté préfectoral du 3 novembre 2010 octroyant le mandat sanitaire au docteur vétérinaire Amélie DUCY**

VU l'article L.221-1 et suivants et notamment l'article L. 221-11, et les articles R 221-4 à R221-20 du code rural et de la pêche maritime ;  
 VU le décret 2004-779 du 28 juillet 2004 relatif au mandat sanitaire institué par l'article L. 221-11 du code rural et de la pêche maritime ;  
 VU l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2010 portant délégation de signature à Monsieur Norbert LUCAS, directeur départemental de la protection des populations ;  
 CONSIDERANT la demande en date du 20 octobre 2010 du docteur vétérinaire Amélie DUCY ;

**ARRÊTE**

**Article 1er :** Le mandat sanitaire prévu à l'article L. 221-11 du code rural et de la pêche maritime susvisé est octroyé pour une période d'un an à :

Melle Amélie DUCY, née le 2 juin 1980 à Verneuil/Avre (27), Docteur-vétérinaire, en qualité de associé de la clinique vétérinaire de SDF DUCY FROMENT MALNOUX à Caen ;

**Article 2 :** Melle Amélie DUCY s'engage à respecter les prescriptions techniques relatives à l'exécution des opérations de prophylaxie collective des maladies des animaux dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire et à satisfaire aux obligations de formation continue.

**Article 3 :** Le secrétaire général de la préfecture du Calvados et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Caen, le 3 novembre 2010 Pour le préfet et par délégation le directeur départemental de la protection des populations SIGNE  
 Norbert LUCAS



---

 AGENCE RÉGIONALE DE SANTE DE BASSE-NORMANDIE- CONSEIL GENERAL DU CALVADOS
 

---

**Arrêté conjoint du 2 novembre 2010 portant autorisation de création d'un Etablissement Hébergeant des personnes Agées Dépendantes « Villa BERAT » à LISIEUX par transformation de la maison de retraite « La Normandie » d'une capacité de 68 lits à Lisieux et extension par transfert de la maison de retraite « la Sarriette » d'une capacité de 27 lits à Lisieux**

VU le code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.312-1, L.313-1 à L.313-9 et R.313-1 à D.313-14, R.312-180 à R.312-192 ;  
 VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;  
 VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;  
 VU le décret du 1er avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des Agences Régionales de Santé et notamment Monsieur Pierre-Jean LANCERY en tant que Directeur Général de l'ARS de Basse-Normandie ;  
 VU la loi 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;  
 VU le décret n° 2001-1085 du 20 novembre 2001, et notamment l'article 30 de ce décret, portant application de la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie ;  
 VU le Programme Interdépartemental d'Accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) version N°4 adopté par le Préfet de région en date du 23 juillet 2009  
 VU l'avis favorable du Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale de Basse-Normandie lors de sa réunion du 13 décembre 2007 ;  
 VU l'arrêté préfectoral en date du 18 décembre 2007 portant autorisation à l'Etablissement « La Sarriette » N° FINESS 140018939 à Lisieux à dispenser des soins aux assurés sociaux pour une capacité de 27 lits ;  
 VU l'arrêté préfectoral en date du 20 décembre 2007 portant transfert d'autorisation de l'Etablissement Hébergeant des Personnes Agées Dépendantes « La Sarriette » 27 Boulevard Docteur Lesigne - 14100 Lisieux - n° FINESS 140018938 à compter du 1er janvier 2008, au profit du Groupe KORIAN - sis 32 rue Guersant - CS 40070 - 75858 PARIS CEDEX, représenté par son Directeur Général Monsieur François MERCEREAU ;  
 VU le procès-verbal de la visite de conformité de l'EHPAD « Villa Bérat » du groupe Korian - Place Bérat - 14100 LISIEUX autorisant sa mise en fonctionnement à compter du 1er juillet 2010 ;  
 CONSIDERANT que le transfert est sollicité en vue de permettre la création d'un nouvel Etablissement Hébergeant des Personnes Agées Dépendantes de 95 places par regroupements des 27 places de la maison de retraite « La Sarriette » n° FINESS 140018938 et des 68 places de la maison de retraite « La Normandie » n° FINESS 140016379 toutes deux sises à Lisieux ;  
 CONSIDERANT que le projet de reprise et de restructuration à court terme présenté par Le Directeur Général du Groupe KORIAN - gestionnaire des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes « La Normandie » à Lisieux et « la Sarriette » à Lisieux garantit un ensemble suffisant de conditions sous l'angle de la qualité l'accueil des personnes âgées dépendantes ;  
 CONSIDERANT que l'analyse de la population accueillie fait ressortir un besoin de places d'hébergement pour personnes âgées dépendantes sur la totalité de la capacité de l'établissement ;  
 CONSIDERANT que le projet satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le code de l'action sociale et des familles ;  
 Sur proposition du Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie de l'Agence Régionale  
 Sur proposition du Président du Conseil Général du Calvados

**ARRETEMENT**

**ARTICLE 1 :** La demande présentée par le Groupe KORIAN 32 rue Guersant - 75858 PARIS tendant à la création d'un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes dénommée Villa Bérat- sis au 32 Rue du Général Leclerc 14100 LISIEUX suite au regroupement de la maison de retraite « La Normandie » d'une capacité de 68 lits à Lisieux et de la maison de retraite « la Sarriette » d'une capacité de 27 lits à Lisieux, est autorisée à compter du 1er juillet 2010.

**ARTICLE 2 :** La capacité de l'établissement est fixé à 95 lits et places se répartissant comme suit :

- 92 places d'hébergement permanent dont deux unités spécifiques de 28 lits dédiées à l'accueil de personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de troubles apparentés
- 3 places d'hébergement temporaire

**ARTICLE 3 :** Cette autorisation ne vaut pas habilitation totale à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

**ARTICLE 4 :** Cette création sera enregistrée au fichier national des établissements sanitaires et sociaux FINESS selon les caractéristiques suivantes :

**65 places d'hébergement permanent pour personnes âgées dépendantes**

Le numéro d'identification FINESS de l'entité juridique est à créer

Le numéro d'identification FINESS de l'Etablissement est inchangé : 14 001 637 9

Code catégorie de l'établissement : 200

Code discipline d'équipement : 924

Code mode de fonctionnement : 11

Code catégorie de clientèle : 711

Capacité totale autorisée : 95

Capacité installée : 95

Code mode de fixation des tarifs : 20



**28 places d'hébergement permanent pour personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de troubles apparentés dans 2 unités spécialisées de 14 lits**

Code discipline d'équipement pour l'unité Alzheimer : 924

Code mode de fonctionnement unité Alzheimer : 11

Code clientèle pour l'unité Alzheimer : 436

Capacité autorisée : 28

**3 places d'hébergement temporaire :**

Code discipline d'équipement: 924

Code mode de fonctionnement: 11

Code clientèle: 711

Capacité autorisée : 3

**ARTICLE 5 :** En application de l'article L.313-1 alinéa 4, cette autorisation est accordée pour une durée de quinze ans. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles.

**ARTICLE 6 :**

Cette décision peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Basse-Normandie et de Madame le Président du Conseil général du Calvados dans le délai franc de deux mois à compter de la date de notification au pétitionnaire ou de sa publication au recueil des actes administratifs et au bulletin officiel du département

- d'un recours hiérarchique auprès du Ministre chargé des affaires sociales dans le délai franc de deux mois à compter de la date de notification au pétitionnaire ou de sa publication au recueil des actes administratifs et au bulletin officiel du département

- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Caen, dans le délai franc de deux mois à compter de la date de notification au pétitionnaire ou de sa publication au recueil des actes administratifs et au bulletin officiel du département.

**ARTICLE 7 :**

Le Directeur Général de l'ARS de Basse-Normandie et le Président du Conseil Général du Calvados sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'établissement susvisé et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Calvados et au bulletin officiel du département du Calvados.

Fait à CAEN, le 2 novembre 2010

Le Directeur Général de l'Agence Régionale  
de Santé de Basse-Normandie

Signé :  
Pierre-Jean LANCY

Le Président du Conseil Général du Calvados  
Pour Madame le Président du Conseil Général  
et par délégation  
Le Directeur général des services  
du département du Calvados  
Signé :  
Frédéric OLLIVIER



---

**ARS DE BASSE-NORMANDIE**

---

**SANTÉ PUBLIQUE ET ENVIRONNEMENTALE**

**Arrêté préfectoral modificatif du 19 octobre 2010 à l'arrêté préfectoral du 12 août 2010 déclarant insalubre un logement sis à Carcagny.**

VU l'arrêté préfectoral du 12 août 2010 déclarant insalubre remédiable un logement sis hameau de St Léger 14740 CARCAGNY, propriété de Mme GOSSELIN Geneviève, demeurant 8 chemin de Villeneuve 14980 ROTS et de M. et Mme GOSSELIN Jacky, demeurant 42 rue Robert Courteheuse 14210 CHEUX ;

CONSIDERANT que l'arrêté susvisé est entaché d'une erreur matérielle portant sur la référence cadastrale de l'immeuble concerné et sur l'omission d'éventuels ayants-droit des propriétaires ;

**ARRÊTE**

1.- L'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé est modifié comme suit :

- a) Au lieu de : «...**B parcelle n° 12...** » lire : « ... **B parcelle n° 13** ... »
- b) après le nom des propriétaires, ajouter : « **ou leurs ayants-droits** ».

2.- Le reste sans changement.

3.- Le présent modificatif sera transmis, exécuté, publié à la conservation de hypothèques ainsi qu'au recueil des actes administratifs dans les mêmes conditions que l'arrêté d'origine.

Fait à CAEN, le 19 octobre 2010 Pour le préfet et par délégation Le secrétaire général SIGNE Olivier JACOB



## DIRECTION DE L'OFFRE DE SANTÉ ET DE L'AUTONOMIE

### Arrêté du 29 octobre 2010 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé portant autorisation d'extension de l'ESAT « Le Grand Pré » à Roullours »

VU le code de l'action sociale et des familles

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU le décret du 1er avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des Agences Régionales de Santé et notamment Monsieur Pierre-Jean LANCERY en tant que Directeur Général de l'ARS de Basse-Normandie ;

VU le Programme Interdépartemental d'Accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) pour la période 2010-2013 ;

VU le schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale en faveur des personnes handicapées 2005-2010 ;

VU l'arrêté du 12 août 2010 pris en application de l'article L314-4 du code de l'action sociale et des familles fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des établissements et services d'aide par le travail

VU l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2009 portant la capacité de l'ESAT Saint Arnoult à 105 places ;

VU les crédits notifiés à la Basse-Normandie pour l'année 2010 au titre de la création de places nouvelles dans les établissements et services d'aide par le travail ;

Considérant les besoins recensés pour les adultes handicapés dans le département du Calvados,

Considérant que les moyens financiers nécessaires à la prise en charge de 2 places supplémentaires ont été dégagés sur l'enveloppe régionale d'attribution de places nouvelles de l'ESAT pour l'année 2010 ;

Sur proposition du Directeur de l'offre de santé et de l'autonomie de l'Agence Régionale de Santé de Basse-Normandie.

### ARRÊTE

#### **ARTICLE 1er :**

L'extension de 2 places de l'ESAT de Roullours est autorisée à compter du 1er décembre 2010. La capacité de la structure est portée à 107 places.

#### **ARTICLE 2 :**

Les bénéficiaires sont des adultes déficients intellectuels moyens ou légers, en situation de handicap psychique stabilisé ou de trouble du comportement.

#### **ARTICLE 3 :**

Cette extension sera enregistrée au fichier national des établissements sanitaires et sociaux FINESS selon les caractéristiques suivantes :

Numéro FINESS de l'entité juridique (EJ) :	140018805
Numéro FINESS de l'établissement (ET) :	140002700
Code catégorie d'établissement :	Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T.) (246)
Code discipline d'équipement :	Aide par le travail pour adultes handicapés (908)
Code mode de fonctionnement :	Semi-internat (13)
Code catégorie clientèle :	010 – Toutes déficiences (SAI)
Capacité totale autorisée :	107 places
Capacité installée avant la présente autorisation :	105 places

#### **ARTICLE 4 :**

En application de l'article L.313-1 alinéa 4, cette autorisation est accordée jusqu'à l'extinction de l'autorisation de création initiale.

#### **ARTICLE 5 :**

Cette décision peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Directeur général de l'agence régionale de santé de Basse dans le délai franc de deux mois à compter de la date de notification au pétitionnaire ou de sa publication au recueil des actes administratifs
- d'un recours hiérarchique auprès du Ministre du Travail, de la solidarité et de la fonction publique dans le délai franc de deux mois à compter de la date de notification au pétitionnaire ou de sa publication au recueil des actes administratifs.
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Caen, dans le délai franc de deux mois à compter de la date de notification au pétitionnaire ou de sa publication au recueil des actes administratifs.

#### **ARTICLE 6 :**

Le Directeur Général de l'ARS de Basse-Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'établissement susvisé et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département du Calvados.

Fait à Caen, le 29 octobre 2010 Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Basse-Normandie SIGNE Pierre-Jean LANCERY



**Arrêté du 29 octobre 2010 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé portant autorisation d'extension de l'ESAT « Hélène Mac Dougall » à Tour-en-Bessin -**

VU le code de l'action sociale et des familles

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU le décret du 1er avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des Agences Régionales de Santé et notamment Monsieur Pierre-Jean LANCERY en tant que Directeur Général de l'ARS de Basse-Normandie ;

VU le Programme Interdépartemental d'Accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) pour la période 2010-2013 ;

VU le schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale en faveur des personnes handicapées 2005-2010 ;

VU l'arrêté du 12 août 2010 pris en application de l'article L314-4 du code de l'action sociale et des familles fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des établissements et services d'aide par le travail

VU l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2009 portant la capacité de l'ESAT Saint Arnoult à 88 places;

VU les crédits notifiés à la Basse-Normandie pour l'année 2010 au titre de la création de places nouvelles dans les établissements et services d'aide par le travail ;

Considérant les besoins recensés pour les adultes handicapés dans le département du Calvados,

Considérant que les moyens financiers nécessaires à la prise en charge de 2 places supplémentaires ont été dégagés sur l'enveloppe régionale d'attribution de places nouvelles de l'ESAT pour l'année 2010 ;

Sur proposition du Directeur de l'offre de santé et de l'autonomie de l'Agence Régionale de Santé de Basse-Normandie.

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1er :**

L'extension de 2 places de l'ESAT de Tour en Bessin est autorisée à compter du 1er décembre 2010. La capacité de la structure est portée à 90 places.

**ARTICLE 2 :**

Les bénéficiaires sont des adultes déficients intellectuels moyens ou légers, en situation de handicap psychique stabilisé ou de trouble du comportement.

**ARTICLE 3 :**

Cette extension sera enregistrée au fichier national des établissements sanitaires et sociaux FINESS selon les caractéristiques suivantes :

Numéro FINESS de l'entité juridique (EJ) :	140009036
Numéro FINESS de l'établissement (ET):	140001363
Code catégorie d'établissement :	Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T.) (246)
Code discipline d'équipement :	Aide par le travail pour adultes handicapés (908)
Code mode de fonctionnement :	Semi-internat (13)
Code catégorie clientèle :	010 – Toutes déficiences (SAI)
Capacité totale autorisée :	90 places
Capacité installée avant la présente autorisation :	88 places

**ARTICLE 4 :**

En application de l'article L.313-1 alinéa 4, cette autorisation est accordée jusqu'à l'extinction de l'autorisation de création initiale.

**ARTICLE 5 :**

Cette décision peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Directeur général de l'agence régionale de santé de Basse dans le délai franc de deux mois à compter de la date de notification au pétitionnaire ou de sa publication au recueil des actes administratifs
- d'un recours hiérarchique auprès du Ministre du Ministère chargé du travail, de la solidarité et de la fonction publique dans le délai franc de deux mois à compter de la date de notification au pétitionnaire ou de sa publication au recueil des actes administratifs.
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Caen, dans le délai franc de deux mois à compter de la date de notification au pétitionnaire ou de sa publication au recueil des actes administratifs.

**ARTICLE 6 :**

Le Directeur Général de l'ARS de Basse-Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'établissement susvisé et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département du Calvados.

Fait à Caen, le 29 octobre 2010 Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Basse-Normandie SIGNE Pierre-Jean LANCERY



**Arrêté du 29 octobre 2010 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé portant autorisation d'extension de l'ESAT ANAIS à Saint Arnoult -**

VU le code de l'action sociale et des familles

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU le décret du 1er avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des Agences Régionales de Santé et notamment Monsieur Pierre-Jean LANCERY en tant que Directeur Général de l'ARS de Basse-Normandie ;

VU le Programme Interdépartemental d'Accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) pour la période 2010-2013 ;

VU le schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale en faveur des personnes handicapées 2005-2010 ;

VU l'arrêté du 12 août 2010 pris en application de l'article L314-4 du code de l'action sociale et des familles fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des établissements et services d'aide par le travail

VU l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2009 portant la capacité de l'ESAT Saint Arnoult à 35 places;

VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens signé le 9 avril 2008, prévoyant une extension de 5 places de l'ESAT de Saint Arnoult pour 2010;

VU les crédits notifiés à la Basse-Normandie pour l'année 2010 au titre de la création de places nouvelles dans les établissements et services d'aide par le travail ;

Considérant les besoins recensés pour les adultes handicapés dans le département du Calvados,

Considérant que les moyens financiers nécessaires à la prise en charge de 5 places supplémentaires ont été dégagés sur l'enveloppe régionale d'attribution de places nouvelles de l'ESAT pour l'année 2010 ;

Sur proposition du Directeur de l'offre de santé et de l'autonomie de l'Agence Régionale de Santé de Basse-Normandie.

**ARRETE**

**ARTICLE 1er :**

L'extension de 5 places de l'ESAT de Saint Arnoult est autorisée à compter du 1er décembre 2010. La capacité de la structure est portée à 40 places.

**ARTICLE 2 :**

Les bénéficiaires sont des adultes déficients intellectuels moyens ou légers, en situation de handicap psychique stabilisé ou de trouble du comportement.

**ARTICLE 3 :**

Cette extension sera enregistrée au fichier national des établissements sanitaires et sociaux FINESS selon les caractéristiques suivantes :

Numéro FINESS de l'entité juridique (EJ) :	610000754
Numéro FINESS de l'établissement (ET):	140018789
Code catégorie d'établissement :	Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T.) (246)
Code discipline d'équipement :	Aide par le travail pour adultes handicapés (908)
Code mode de fonctionnement :	Semi-internat (13)
Code catégorie clientèle :	010 – Toutes déficiences (SAI)
Capacité totale autorisée :	40 places
Capacité installée avant la présente autorisation :	35 places

**ARTICLE 4 :**

En application de l'article L.313-1 alinéa 4, cette autorisation est accordée jusqu'à l'extinction de l'autorisation de création initiale.

**ARTICLE 5 :**

Cette décision peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Directeur général de l'agence régionale de santé de Basse dans le délai franc de deux mois à compter de la date de notification au pétitionnaire ou de sa publication au recueil des actes administratifs
- d'un recours hiérarchique auprès du Ministre du Ministre chargé du travail, de la solidarité et de la fonction publique dans le délai franc de deux mois à compter de la date de notification au pétitionnaire ou de sa publication au recueil des actes administratifs.
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Caen, dans le délai franc de deux mois à compter de la date de notification au pétitionnaire ou de sa publication au recueil des actes administratifs.

**ARTICLE 6 :**

Le Directeur Général de l'ARS de Basse-Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'établissement susvisé et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département du Calvados.

Fait à Caen, le 29 octobre 2010 Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Basse-Normandie SIGNE Pierre-Jean LANCERY

